

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LE  
**DESPOTISME LÉGAL**

---

Vues politiques des Physiocrates

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

---

*L'acte public sur les matières ci-dessus sera soutenu  
le mardi, 2 juin 1908, à 1 heure.*

PAR

**Paul DUBREUIL**

---

*Président : M. CHAVEGRIN.*

*Professeurs* { M. LESEUR.  
M. JACQUELIN.

---

PARIS  
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CH. NOBLET  
13, RUE CUJAS, 13

---

1908



# Le Despotisme légal

Vues politiques des Physiocrates



LE  
**DESPOTISME LÉGAL**

---

Vues politiques des Physiocrates

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

---

*L'acte public sur les matières ci-dessus sera soutenu  
le mardi, 2 juin 1908, à 1 heure.*

PAR

**Paul DUBREUIL**

---

*Président : M. CHAVEGRIN.*

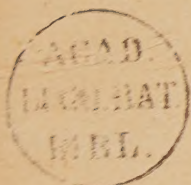
*Professeurs* { M. LESEUR.  
M. JACQUELIN.

---

PARIS  
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CH. NOBLET  
13, RUE CUJAS, 13

---

1908



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation  
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être  
considérées comme propres à leurs auteurs.

# LE DESPOTISME LÉGAL

---

## Vues politiques des Physiocrates

---

### INTRODUCTION

---

La philosophie du dix-huitième siècle a dégagé les principes sur lesquels les peuples ont assis leurs libertés : souveraineté nationale, gouvernement représentatif ou gouvernement parlementaire, séparation des pouvoirs, droits naturels des individus.

Les fondateurs de la philosophie politique sont au premier rang : Montesquieu, J.-J. Rousseau, l'abbé Mably ; ce sont leurs principes qui ont triomphés, mais ils ne sont pas les seuls qui aient participé à l'œuvre de rénovation qui a marqué le dix-huitième siècle.

C'étaient aussi des philosophes ceux qui s'appe-

laient les « Philosophes économistes », et que nous appelons les Physiocrates. Ils formaient une école disciplinée et hiérarchisée, son chef était le docteur Quesnay, médecin de Louis XV et de madame de Pompadour. Il avait soixante-deux ans, lorsqu'en 1756-1757 il envoya à l'« Encyclopédie » deux articles sur les mots fermiers et grains. La même année, en 1756, le marquis de Mirabeau, qui venait de publier un ouvrage sur la population, intitulé l'« Ami des Hommes », entra en relation avec Quesnay et devenait son disciple tout dévoué. Sa « Philosophie rural », publiée en 1763, confirme son enthousiasme. Dès cette époque, de nombreux partisans de Quesnay forment avec lui un premier groupe, qui s'efforçait de répandre dans diverses publications périodiques, les idées libérales du docteur. Ces journaux sont, à partir de 1763 : la « Gazette du Commerce », journal dans lequel Dupont de Nemours, qui plus tard sera député à la Constituante ; Le Trosne, avocat du roi au présidial d'Orléans, qui publia en 1776-1777, deux ouvrages fondamentaux : l'« Ordre social » et l'« Intérêt social », écrivirent de nombreux articles. Dans le journal de l'« Agriculture du commerce et des finances », écrivait Mercier de la Rivière qui donna, dans son livre intitulé l'« Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques », l'exposé le plus complet de la doctrine ; ce sont

encore les « Ephémérides du citoyen », que l'abbé Boudeau mit à la disposition des économistes en se joignant à eux; il publia lui-même l'« Introduction à la philosophie économique ». En 1767, Dupont de Nemours publiait le premier recueil des œuvres de Quesnay sous le titre de « Physiocratie », terme qui désignait cet « empire de la nature » qu'il fallait substituer à l'autorité arbitraire du souverain. En 1775, les « Ephémérides du citoyen » devinrent les « Nouvelles éphémérides économiques », sous le ministère de Turgot qui lui-même était physiocrate et publia en 1770 les « Réflexions sur la formation et la distribution des richesses ».

Telle était dans son ensemble, et en ne citant que les plus célèbres d'entre les économistes, la composition de l'école.

Les Physiocrates, vivant dans un temps où les discussions étaient partout ouvertes sur les fondements du droit et sur les constitutions politiques, dans une société qui aspirait à rompre sa vieille écorce et à se réorganiser sous une forme nouvelle, ne se bornèrent pas à étudier les phénomènes purement économiques, ils firent porter leurs investigations sur toutes les branches de la science sociale. Ils furent amenés à songer à la réforme des institutions politiques et à se prononcer sur les

questions qui agitaient les esprits à cette époque.

Aussi les Physiocrates ont-ils en même temps que leur théorie économique, une théorie politique. Leurs principes n'ont point triomphés, ils ont eu moins d'éclat que leurs adversaires, les philosophes et les encyclopédistes, mais ils ont exercé une influence aussi considérable. Ils ont contribué largement au progrès des connaissances sociales et politiques. Leur influence sur la Révolution est incontestable. Nous leur devons l'affranchissement du travail, du commerce et de l'industrie, certains principes de notre régime fiscal moderne, et peut-être la Déclaration des droits de l'homme. Nous retrouvons en eux tout ce qu'il y a de substantiel dans les réformes de la Révolution qui ont fait la France contemporaine.

Nous ne considérerons les Physiocrates qu'au point de vue général de la philosophie sociale et politique. Nous exposerons rapidement les théories du droit naturel, étude qui fera ressortir l'originalité de Quesnay et de ses disciples. Nous étudierons ensuite les théories générales de l'école, d'où découle leur doctrine politique. Puis nous exposerons cette doctrine politique, et enfin nous nous efforcerons de mettre en relief l'influence que les Physiocrates ont exercée.

Leurs vues politiques qui sont l'objet principal

de notre étude, sont en germe chez Quesnay, la théorie atteint son complet développement dans l'« Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques » de Mercier de la Rivière, elle est exposée dans l'« Ordre social » de Le Trosne et résumée dans l'« Origine et les progrès d'une science nouvelle », de Dupont de Nemours.

## CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

### LES THÉORIES DU DROIT NATUREL

Les philosophes du dix-huitième siècle ont joué un grand rôle dans la Révolution, mais sans diminuer leur mérite, il faut rendre justice à leurs devanciers. Ce qui fait la force des Rousseau, des Montesquieu et des Mably, c'est que leurs conceptions « n'étaient point nouvelles pour la plupart, et leur élaboration remon'tait même assez haut. Les philosophes du dix-huitième siècle trouvaient déjà formulés et établis la plupart des axiomes politiques qu'ils firent accepter par leurs contemporains. Ceux à qui ils les empruntaient étaient des jurisconsultes, qui formèrent au dix-septième siècle une école véritable, ayant des représentants dans

les différents pays d'Europe : l'École du droit de la nature et du droit des gens (1) ».

C'est Grotius qui a fondé l'école du droit de la nature. Le premier, il essaya de donner au monde quelque chose de ces principes qui doivent faire la base et le fond des lois de tous les peuples.

Les travaux de cette école donneront à la science politique une orientation nouvelle, par cette hypothèse de l'état de nature.

Certains admettaient que cet état de nature avait existé; d'autres, au contraire, affirmaient qu'il n'avait jamais existé, mais que c'était là une donnée nécessaire pour déterminer les droits de l'homme.

« Ce qu'on appelle état de nature pure et simple, dit Puffendorf, c'est la condition où l'on conçoit l'homme, en faisant abstraction des choses qui lui surviennent en conséquence de quelque établissement humain, et non pas un tel état auquel la nature ait destiné l'homme (2) ».

Ainsi c'est l'homme abandonné à lui-même, sans les commodités de la vie; sans société civile.

L'individu prend dans cette science nouvelle une importance considérable, on l'isole pour mieux

(1) Esmein. — Principes du Droit constitutionnel, p. 163.

(2) Puffendorf, — Droit de la nature, t. I, liv. II, ch. III, § III.

l'étudier, il devient le principal but, et la preuve même de l'existence d'une loi naturelle suprême.

Avec un pareil point de départ, certaines conséquences s'imposaient. D'abord l'égalité de tous les hommes entre eux, et les hommes étant égaux, sont tous également libres.

L'égalité et la liberté ne sont pas les seuls attributs de l'homme à l'état de nature, il y en a encore un, c'est la propriété.

La propriété, disaient-ils, n'existait pas à l'origine, mais de bonne heure elle fut créée. D'après les uns elle fut le résultat d'une convention, d'après les autres le résultat d'une simple prise de possession, toujours est-il qu'à peine créée, elle devint un droit naturel.

A l'aide d'une seconde hypothèse, celle du contrat social, ils devaient créer le dogme de la souveraineté du peuple. C'est l'école du droit de la nature qui a donné à cette idée de contrat social sa consécration.

Les philosophes de cette école furent amenés à cette idée par la nécessité où ils se trouvaient de justifier l'existence de sociétés civiles et de législations positives substituées à l'état primitif et à la loi naturelle.

L'absence d'autorité, en effet, ne pouvait durer qu'autant que durerait le respect pour la loi natu-

relle. « Or, bien que les lois de la nature soient claires et intelligibles à toutes les créatures raisonnables, cependant les hommes étant poussés par leur intérêt, aussi bien qu'ignorants à l'égard de ces lois, ne sont guère disposés, lorsqu'il s'agit de quelques cas particuliers qui les concerne, à considérer les lois de la nature comme des choses qu'ils sont très étroitement obligés d'observer (1). » Alors, il fallut établir des lois reçues et approuvées d'un commun accord, un juge pour trancher les différends, suivant les lois établies, et enfin un pouvoir capable d'appuyer les sentences rendues, c'est justement là l'objet des sociétés civiles.

Les sociétés ne peuvent être que le résultat de conventions entre les hommes, car la liberté et l'égalité naturelle s'opposent à toute dépendance qui n'aurait pas été consentie : « Il faut donc que chacun s'engage avec tous les autres, à se joindre ensemble pour toujours, en un seul corps, et à pourvoir d'un commun consentement à leur sûreté mutuelle (2). » Il faut ensuite, lorsqu'on a établi d'un commun accord la forme de gouvernement, « une autre convention par laquelle on choisisse

(1) Locke. — Essai sur le gouvernement civil, ch. VIII, § III.

(2) Puffendorf. — Op. cit., liv. VII, ch. II, § VII.

une ou plusieurs personnes, à qui l'on confère le pouvoir de gouverner l'État, en sorte que ceux qui sont revêtus de ce pouvoir s'engagent à veiller avec soin, au bien et à la sûreté publique, et que les autres, de leur côté, leur promettent une fidèle obéissance (1) ».

Jean-Jacques Rousseau ne devait pas dire autre chose ; pour les auteurs du droit naturel, comme pour lui, l'autorité qui gouverne tient ses pouvoirs du peuple, en qui réside originairement la souveraineté.

La création des sociétés met fin à l'état de nature, mais pas au règne de la loi naturelle, bien au contraire, c'est pour assurer l'application de la loi naturelle, des lois de la nature, que les Sociétés sont créées, nous dit Puffendorf (2). D'ailleurs il ne peut pas en être autrement, car ces lois sont immuables, il est impossible de ne pas les appliquer ; elles nous sont révélées par la raison qui nous les impose. Enfin, une autre raison de l'application de la loi naturelle, même après la fondation de la société, est la volonté même de ceux qui ont fondé cette société. En entrant en société, en effet, les hommes se proposent de conserver, dans une

(1) Puffendorf. — Op. cit., liv. VII, ch. II, § VIII.

(2) Puffendorf. — Op. cit., liv. III, ch. I, § II.

large mesure, la situation qu'ils avaient dans l'état de nature.

Au point de vue politique, ces théories aboutissaient à la monarchie absolue.

Il ne faut point s'en étonner; il faut en effet se rappeler l'époque à laquelle écrivaient Grotius et ses disciples. Ils devaient concilier la hardiesse de leurs idées avec les exigences de la pratique.

Ce fut leur théorie de la souveraineté qui subit les plus fortes atteintes. Il fallait en effet, concilier le dogme de la souveraineté avec l'existence des monarques absolus.

Il y avait d'abord la théorie du droit divin, que l'on ne pouvait pas contredire. Alors Puffendorf reconnaît que :

« Quoique la souveraineté résulte immédiatement des conventions humaines, cela n'empêche pas que pour la rendre plus sacrée et plus inviolable, il ne faille un principe plus relevé et que l'autorité des princes ne soit de droit divin au lieu que de droit humain (1). »

La monarchie absolue est parfaitement légitime aux yeux de Grotius et de son école; ils admettent très bien que le peuple ait perdu la souveraineté qu'il avait à l'origine, et cette aliénation de la sou-

(1) Puffendorf. — Op. cit., liv. VII, ch. III, § II.

veraineté a pu être volontaire (1), ou bien, elle a eu lieu malgré le peuple; ainsi en cas de conquête, mais alors les théoriciens du droit naturel font intervenir le consentement.

Ils mettaient donc la théorie d'accord avec les faits, et en somme les principes étaient saufs, puisqu'ils arrivaient à dire que le prince le plus despotique tient ses pouvoirs du peuple.

Nous verrons que le système des économistes s'oppose à ces théories et aux conséquences qu'en ont tiré les philosophes.

(1) Voir Grotius. — De jure belli ac pacis, liv. I, ch. III, § VIII, et liv. II, ch. XVII, § XI, et liv. I, ch. III, § VIII.

## TITRE I.

### THÉORIES GÉNÉRALES DES PHYSIOCRATES

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — L'ordre naturel. — Ce qu'ils entendent par ordre, loi naturelle, droit naturel. — Comment l'homme parvient à la connaissance du droit naturel. — La liberté, la propriété, l'autorité, termes essentiels de toute organisation sociale. — Inégalité des conditions. — Garantir la liberté et la propriété unique fin de l'ordre social. — Liberté économique. — Laisser faire, laisser passer.

Les Physiocrates désireux de se prononcer sur les questions qui s'agitaient autour d'eux, ne se bornèrent pas à étudier l'agriculture. Leur doctrine est une vaste synthèse, suivant l'expression de Rossi, qui prétend régler aussi bien l'ordre moral, social, politique et même international, que l'ordre économique au sens actuel du mot.

Avant d'entreprendre l'exposé de leurs vues politiques nous devons étudier leur philosophie

sociale, leurs théories générales, les principes fondamentaux de tout le système physiocratique, d'où logiquement ils déduisent leur doctrine politique.

Les Physiocrates n'hésitaient pas à se poser comme les inventeurs d'une science nouvelle, comprenant une organisation sociale absolument nouvelle, rejetant tout ce qui était reçu de leur temps.

C'est à cette science nouvelle que Dupont donna le nom de « Physiocratie » ou « Constitution naturelle du gouvernement le plus avantageux au genre humain ».

« Dieu a donné à l'univers une constitution physique par laquelle tout s'opère dans la nature... C'est l'ordre institué par lui « qui nous soumet à « des besoins physiques » et qui nous environne « de moyens pour y satisfaire » ; c'est lui qui nous donne « le pouvoir d'étudier et de reconnaître l'enchaînement des causes et des effets, qui établit les lois naturelles, auxquelles nous devons nous soumettre, sous peine de perdre, en raison proportionnelle de nos erreurs et de notre égarement, la faculté de faire ce qui nous serait avantageux.

« Considérées en général, les lois naturelles sont les conditions essentielles selon lesquelles tout s'exécute dans l'ordre institué par l'auteur de la

nature. Elles diffèrent de l'ordre comme la partie diffère du tout. Il en existe une énorme quantité qui nous seront éternellement inconnues ou qui n'ont aucun rapport à l'homme... Il en est qui sont au contraire « directement relatives au genre « humain. »

« Prises en ce sens qui nous est relatif, les lois naturelles sont les conditions essentielles auxquelles les hommes sont assujettis pour s'assurer tous les avantages que l'ordre naturel peut leur procurer. Elles déterminent... l'usage que nous devons faire de nos facultés pour pouvoir satisfaire à nos besoins, pour jouir de toute l'étendue de notre droit naturel, pour être dans toutes les circonstances aussi heureux qu'il nous est possible. »

« Ce sont les lois naturelles qui « prescrivent la réunion des hommes en société et qui fixent les règles de cette réunion, d'après les droits, les devoirs et l'intérêt manifeste de tous et de chacun... »

« L'homme isolé ne peut exister ; quand même il ne naîtrait pas en société, « il serait excité par l'évidence de son intérêt à s'associer avec ses semblables. »

« Les règles de l'association primitive ne sont pas arbitraires ; « dès que plusieurs hommes vivent ensemble, ils sont soumis par leur propre intérêt

à un ordre naturel social, à un ordre de justice essentielle, qui établit le droit réciproque des co-associés sur les lois physiques qui assurent la subsistance des hommes, et sur le droit naturel de chacun.

« Les lois de l'ordre social, ainsi créées, « embrassent toutes les relations dont nous sommes susceptibles ; elles décident dans tous les cas, par l'évidence de notre intérêt réciproque, quelle conduite nous devons tenir vis-à-vis de nos semblables pour notre propre bonheur. Elles nous conduisent à toutes les institutions qui étendent notre félicité à l'établissement de l'ordre légitime, qui consiste dans le droit de possession assuré et garanti, par la force d'une autorité tutélaire et souveraine, aux hommes réunis en société. Elles dictent, par conséquent, toutes les lois positives qui doivent émaner de cette autorité et qui ne peuvent, sans désordre et sans destruction, être que des actes déclaratoires des lois naturelles de l'ordre social.

« On voit dès lors que les hommes ne peuvent faire usage de leur droit naturel qu'en se conformant à l'ordre naturel et qu'en obéissant aux lois naturelles (1) ».

(1) Discours préliminaire.

Toute la doctrine philosophique des Physiocrates est contenue dans ces pages que nous venons de reproduire.

Nous voyons que cette philosophie présente trois caractères, elle est rationaliste, optimiste et naturaliste.

Elle est rationaliste, c'est-à-dire fondée sur la raison qui seule nous conduit à la vérité absolue, et cette vérité absolue prend pour nous une forme saisissable, c'est l'évidence. C'est grâce à la raison que l'on parviendra à connaître l'ordre éternel de l'univers. Le principe de l'évidence sera le principe fondamental.

Elle est optimiste; nous trouvons, chez les Physiocrates, cette idée que Dieu soumet les hommes à des lois non seulement éternelles et immuables, mais qui sont les meilleures lois possibles; et que tous les phénomènes s'enchainent naturellement pour réaliser le bien-être général.

Elle est enfin naturaliste; comme tous leurs contemporains, les Physiocrates ont le culte de la nature. La raison aidée de l'évidence nous découvre dans la nature des lois et un droit.

Le premier principe posé par les Physiocrates est donc, qu'il existe des lois naturelles d'organisation des sociétés.

La croyance en l'existence d'un ordre naturel

est l'idée capitale de toute la doctrine physiocratique qui pourrait se résumer par cette formule : « L'ordre naturel et essentiel des sociétés », c'est là le titre que Mercier de la Rivière a donné à son ouvrage, qui est l'exposé le plus complet de la doctrine.

En constatant que l'humanité est soumise à des lois naturelles, Quesnay et ses disciples ont jeté le véritable fondement de la science sociale.

Les Physiocrates prétendent avoir découvert cet ordre social complet donné par la nature. « Il est un point certain, nous dit Letrosne, sur lequel on devrait convenir ; c'est que jusqu'ici l'ordre social, s'il en existe un, nous a été inconnu, puisqu'on ne peut nous montrer sur l'administration des sociétés qu'une théorie incertaine, variable, incohérente, mêlée d'erreurs et de quelques vérités vagues et sans conséquence, puisque dans la pratique on ne trouve que des faits, des actes d'autorité qui ne sont appuyés sur aucuns principes certains, des décisions momentanées contradictoires et adaptées aux circonstances.

« Cependant s'il existe un ordre social donné par la nature, il doit être simple, constant, invariable, nécessaire et susceptible d'être connu avec évidence (1) ».

(1) Le Trosne. — *Ordre social*, p. 314.

Quel est donc cet ordre naturel ? C'est le jeu des lois physiques et morales établies par la Providence, lois instituées pour assurer la conservation, la multiplication, le bonheur et le perfectionnement de notre espèce.

« Les lois naturelles de l'ordre des sociétés sont, dit Quesnay, les lois physiques mêmes de la reproduction perpétuelle des biens nécessaires à la subsistance, à la conservation et à la commodité des hommes. »

La justice naturelle est la conformité de nos actes avec les lois de l'ordre naturel, considérée de soi-même aux autres, elle engendre le droit et des autres à soi-même le devoir, de sorte qu'il n'y a pas de droits sans devoirs ni de devoirs sans droits (1).

L'ensemble des lois physiques et morales de l'ordre naturel constitue ce que les Physiocrates appellent droit naturel, ou encore loi naturelle ou simplement l'ordre.

Cet ordre doit être respecté ; si les lois humaines le troublent, elles font le malheur des peuples.

En effet, cet ordre préexiste à toutes les conventions positives entre les hommes, et doit être la

(1) Mercier de la Rivière. — Ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques, ch. II, p. 14, 15.

base de l'ordre social positif, sinon les lois n'auraient pour règles que l'arbitraire du législateur. « Tous les hommes et toutes les puissances humaines doivent être soumises à ces lois souveraines instituées par l'être supérieur, elles sont immuables et irréfragables et les meilleures lois possibles, par conséquent la base du gouvernement le plus parfait et la règle fondamentale de toutes les lois positives, car les lois positives ne sont que les lois de manutention relatives à l'ordre naturel évidemment le plus avantageux au genre humain (1) ».

Il existe donc un ordre naturel, mais si cet ordre existe, nous devons être à même de le connaître, de découvrir cette loi naturelle, sans quoi elle serait inutile. Il est évident que nous pouvons connaître cette loi naturelle. Nous savons que l'ordre naturel est le jeu régulier des lois physiques et morales établies par l'Être suprême pour assurer la conservation, la multiplication, le bonheur et le perfectionnement de notre espèce. Or il n'est pas douteux que chaque homme a en lui le triple instinct du bien-être, de la socialité et de la justice.

En effet, prenons l'homme à l'état de nature.

De son premier instinct, instinct du bien-être, dérive la nécessité du travail ; l'homme a un droit

(1) Quesnay. — Droit naturel, p. 55.

naturel aux choses propres à sa jouissance. Or il ne peut les acquérir que par son travail (1).

Son instinct de la sociabilité l'a poussé à vivre avec ses semblables, l'isolement ne lui convenait pas, donc nécessité de la société (2).

Enfin, vivant en société, tous les hommes ayant les mêmes besoins, l'homme reconnut qu'il était tenu de respecter le droit des autres pour que le sien soit respecté, et de ce troisième instinct dérive la nécessité de la justice (3).

Ces trois idées : nécessité du travail, nécessité de la société, nécessité de la justice, impliquent ces trois autres : liberté, propriété, autorité et ce sont là les termes de tout ordre social définitivement constitué.

L'homme n'aurait pas pu comprendre la nécessité du travail, pour obéir à son instinct de bien-être, sans concevoir qu'il est maître, propriétaire absolu de sa personne, c'est-à-dire qu'il est libre.

De l'idée de liberté dérive l'idée de propriété, sans laquelle la première serait un non-sens. En effet, la liberté d'acquérir les choses utiles, nécessaires à son bien-être implique celle de les conserver et d'en disposer à son gré.

(1) Quesnay. — Droit naturel, p. 41, 44, 45.

(2) Quesnay. — Droit naturel<sup>1</sup>, p. 48.

(3) Quesnay. — Droit naturel.

Enfin, l'instinct de la justice a porté les hommes à concentrer les forces de tous, pour protéger la liberté et la propriété de chacun, contre les violences des autres. Et ainsi l'idée de pouvoir social, d'autorité, apparut à l'homme comme complément indispensable de celle de liberté et de propriété.

Ainsi les Physiocrates se mettent en opposition avec les autres philosophes. Ils recherchent la loi naturelle des rapports de l'homme avec les choses et font du droit primitif et imprescriptible de l'individu le fondement de l'ordre social, au lieu de faire dériver ce droit de l'institution de la société. Ainsi le système de Rousseau, qui prétend que l'ordre social ne vient pas de la nature mais est fondé sur des conventions.

L'unique objet de la société c'est la protection des droits personnels et immuables qu'ils résument en un seul, celui de la propriété envisagée sous trois faces : personnelles, mobilière et foncière.

« La propriété personnelle (c'est-à-dire la liberté), dit Mercier de la Rivière, est le premier principe de tous les autres droits : sans elle il n'est plus ni propriété mobilière, ni propriété foncière, ni société.

« La propriété mobilière n'est pour ainsi dire qu'une manière de jouir de la propriété personnelle,

ou plutôt c'est la propriété personnelle elle-même considérée dans les rapports qu'elle a nécessairement avec les choses propres à nos jouissances ; on est donc obligé de respecter, de protéger la propriété mobilière pour ne pas détruire la propriété personnelle, la propriété foncière et la société.

« La propriété foncière est établie sur la nécessité dont elle est aux deux premières propriétés qui sans elles deviendraient nulles : dès qu'il y aurait plus d'hommes que de subsistances le besoin les mettrait dans le cas de s'entr'égorger et alors il n'existerait plus ni propriété mobilière, ni propriété personnelle, ni société.

« Ces trois sortes de propriétés sont aussi tellement unies ensemble qu'on doit les regarder comme ne formant qu'un seul tout dont aucune des parties ne peut être détachée, qu'il n'en résulte la destruction des deux autres. L'ordre essentiel à toute société est donc de les conserver toutes trois dans leur entier ; il ne peut rien admettre qui puisse blesser aucune de ces trois propriétés (1) ».

Ainsi donc la propriété est le principe qui contient toutes les institutions sociales. C'est le fondement de l'ordre social tout entier.

(1) Mercier de la Rivière. — Ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques, ch. IV, p. 29.

De tout ceci résulte une inégalité fatale des hommes entre eux, mais cette inégalité n'a rien qui blesse l'ordre, la justice par essence. En effet, nous dit Mercier de la Rivière : « Ceux qui s'en plaignent (de l'inégalité) ne voient pas qu'elle est dans l'ordre de la justice par essence : une fois que j'ai acquis la propriété exclusive d'une chose, un autre ne peut pas en être propriétaire comme moi et en même temps. La loi de la propriété est bien la même pour tous les hommes ; les droits qu'elle donne sont tous d'une égale justice, mais ils ne sont pas tous d'une égale valeur, parce que leur valeur est totalement indépendante de la loi. Chacun acquiert en raison des facultés qui lui donnent les moyens d'acquérir ; or la mesure de ces facultés n'est pas la même chez tous les hommes (1) ». Et Mercier de la Rivière conclut qu'on ne peut pas établir l'égalité des conditions « car il faudrait détruire toute propriété et par conséquent toute société (2) ».

L'ordre étant l'œuvre de Dieu, il n'y a qu'à le reconnaître.

Donc existence de lois naturelles régissant le

(1) Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques, ch. II, p. 16.

(2) Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques, ch. II, p. 17.

monde, nécessité de la réunion des hommes en société, restriction de notre liberté en nous-mêmes et en dehors de nous-mêmes, inégalité forcée des hommes entre eux ; tels étaient les fondements de la philosophie sociale des Physiocrates.

Lès Physiocrates se mirent ainsi en opposition avec tous les systèmes sociaux préconisés par les philosophes de leur temps.

Avant Quesnay, les philosophes qui traitaient du droit naturel le considéraient presque tous comme destiné à être restreint par le droit social. C'était l'opinion de Montesquieu, quand il disait que : « les hommes ont renoncé à leur indépendance naturelle pour vivre sous les lois politiques ». C'était aussi celle de Locke, et surtout celle de Rousseau, qui basait son contrat social sur l'aliénation totale de chaque associé de tous ses droits à la communauté, et d'après son système l'homme en abandonnant l'état de nature pour former des sociétés avait perdu une partie de ses forces et s'était mis en esclavage.

Les Physiocrates soutiennent au contraire qu'au lieu d'avoir restreint sa liberté, la formation des sociétés a seule permis à l'homme d'en faire usage ; au lieu d'être restreints, les droits naturels de l'homme ont été au contraire étendus et consolidés, et que d'ailleurs ces droits naturels fondés sur

la justice par essence, échappent à l'arbitraire des législations.

Ils se mirent aussi en opposition avec le système de Hobbes, d'après lequel chaque individu en naissant a droit à tout dans le monde. Quesnay montra que le droit de tous à tout était aussi illusoire que le droit des hirondelles à tous les moucherons qui volent dans l'air, puisque l'activité humaine est bornée par les diverses forces qui nous entourent, par l'insuffisance de nos facultés par l'activité de nos semblables.

Enfin les philosophes contestaient le droit de propriété, considérant la propriété, comme un produit du contrat social, comme un artifice humain. Montesquieu lui-même, qui cependant est un défenseur de la propriété, la considère comme fondée sur les lois civiles. Pour la plupart le droit de propriété était la source de tous les maux qui affligent les sociétés.

Les premiers les Physiocrates ont montré que le droit de propriété n'était pas autre chose que le droit que chaque homme a de se conserver lui-même et qu'il doit être aussi indépendant de l'Etat que l'individu lui-même.

Propriété, liberté sont pour eux une seule et même chose ; on ne peut pas concevoir l'une sans l'autre ; comment en effet aurait-on le droit de

jouir, sans la liberté de jouir ? Une autre conséquence de la propriété est la sûreté. On est, en effet, propriétaire que de ce qu'on possède avec toute sécurité.

En résumé, nous voyons que les institutions essentielles qui découlent de la nature sont donc la propriété, fondement de l'ordre social, et la société elle-même.

Une autre institution qui se dégage aussi de la nature, c'est la liberté économique.

A cet égard, les Physiocrates réclamaient deux libertés : la liberté des cultures et la liberté des échanges. « Que chacun soit libre de cultiver dans son champ telles productions que son intérêt, ses facultés, la nature du terrain lui suggèrent pour en tirer le plus grand profit possible (1) », nous dit Quesnay, et il ajoute : « qu'on maintienne l'entière liberté du commerce car la police du commerce intérieur et extérieur la plus sûre, la plus exacte, la plus profitable à la nation et à l'Etat, consiste dans la pleine liberté de la concurrence (2) ».

De là, la fameuse maxime de Gournay : « laisser faire, laisser passer ».

A leurs yeux le bien devait résulter du libre

(1) Quesnay. — Maxime XIII.

(2) Quesnay. — Maxime XXV.

jeu des intérêts particuliers abandonné à leur mutuelle concurrence.

Tels sont les principes fondamentaux de tout le système physiocratique.

CHAPITRE II. — Théorie économique. — L'agriculture seule productive de richesse. — Formation et distribution des richesses, produit net, classe stérile. — Corrélation entre la théorie économique et la théorie politique. — La théorie politique n'a point été faite pour flatter les princes.

Maintenant que nous connaissons les principes fondamentaux de l'école, il est indispensable aux développements qui vont suivre, d'exposer rapidement la théorie économique, car elle est intimement liée à la théorie politique; la théorie économique commande la théorie politique, aussi est-il nécessaire de la connaître dans ses grandes lignes.

L'idée essentielle, c'est la prééminence de l'agriculture sur les autres industries.

Pour les Physiocrates, l'agriculture est la seule industrie productive, les autres industries transforment sans produire.

« Que le souverain et la nation, dit Quesnay, ne perdent jamais de vue que la terre est l'unique

source des richesses et que c'est l'agriculture qui les multiplie (1) ».

C'est le Tableau économique, qui parut en 1758, qui renferme à ce sujet la doctrine physiocratique.

Les Physiocrates distinguent trois classes dans la nation, d'abord la classe productive ou classe des cultivateurs, en second lieu la classe des propriétaires, et enfin la classe stérile, qui comprend le reste de la population, c'est-à-dire les marchands, les industriels, les fonctionnaires, etc., etc.

La classe productive tire de la terre un produit brut, sur ce produit brut elle retient les frais nécessaires à son entretien, les salaires des ouvriers et les frais de reproduction, tels que semences et renouvellement du matériel, d'exploitation. Ce qui reste, quand tout ces prélèvements sont faits, c'est le produit net, qui est versé aux propriétaires. La classe des propriétaires fait trois parts de ce produit net. Une part retourne aux cultivateurs en achat de denrées alimentaires, une autre part va à la classe stérile en achat de marchandises manufacturées et enfin l'excédent constitue une troisième part, ce sont les économies.

La classe stérile à son tour emploie la part qu'elle a reçu, soit en achat de denrées alimentaires, soit

(1) Quesnay. — Maxime III.

en achat de matières premières. Tel est le processus de la production et de la matière première.

Comme conséquence de cette théorie, les Physiocrates désirent un impôt unique direct sur le produit net, qui est la seule richesse disponible.

En résumé, si l'on se reporte à l'origine des sociétés, c'est de la terre seule que les hommes ont tiré leurs subsistances.

Admettons un groupe d'individus, pour vivre ils doivent cultiver la terre. Or tout homme a le droit de vivre. C'est un droit naturel imprescriptible ; pour cultiver la terre il faut posséder en toute propriété l'instrument de travail, or cet instrument de travail est la personne même, c'est l'affirmation de la liberté personnelle. Il faut maintenant que cet homme ait le droit de jouir des produits de son travail, d'où le droit à la propriété des fruits de son travail et par suite le droit à la propriété du sol. Quand les hommes se réuniront en société, cette société devra leur garantir ces droits.

Ces principes sociaux, fondements de l'ordre économique, ne sont pas inspirés par une étude historique ; ils sont évidents par eux-mêmes, on est obligé de le reconnaître.

Les gouvernements qui s'inspireront des lois naturelles devront donc favoriser l'agriculture et développer le commerce, conséquence nécessaire

de l'agriculture, et pour cela ils devront assurer la liberté personnelle et la propriété des biens.

Il y avait donc quelques principes politiques virtuellement inclus dans les principes économiques des Physiocrates.

Telles étaient les dispositions des Physiocrates pour aborder l'étude des principes politiques.

Pour eux, l'agriculture devait être la première préoccupation d'un gouvernement conscient de ses devoirs, et le droit naturel évident donnait à l'homme certains droits que le gouvernement ne devait pas enfreindre ; et ces deux choses, encouragement à l'agriculture et respect des droits naturels devaient se prêter un mutuel appui pour concourir à une même fin, le bonheur de l'homme.

La théorie politique des Physiocrates découle logiquement des principes que nous venons d'exposer. Et nous verrons comment un système de despotisme, sort sans contradiction d'un système de liberté économique illimité.

Nous pouvons dès à présent repousser l'opinion émise d'après laquelle les Physiocrates auraient émis leurs théories politiques, pour s'attirer la bienveillance du roi. Cette opinion est fausse.

Ce qui pourrait faire croire que les Physiocrates ont obéi dans cette partie de leur œuvre à des considérations étrangères à la science, c'est une lettre

du marquis de Mirabeau dans laquelle il raconte que Quesnay avait cherché à mettre le Journal de l'Agriculture sous la protection du dauphin, qui mourut en 1765, et qu'il voulut ensuite renouveler sa tentative auprès du futur Louis XVI, pour les Éphémérides du citoyen ; l'abbé Beaudeau, qui était alors directeur et propriétaire du journal, refusa. Plus tard, Dupont de Nemours étant devenu rédacteur des Éphémérides, une épître fut rédigée et agréée par le prince ; ainsi le journal devait être officiellement placé sous la protection du dauphin, héritier de la couronne, mais le plan ainsi préparé échoua à cause du refus de Mirabeau, qui déclara que « les princes devaient mériter l'appui des économistes par des faits ou du moins par des sentiments hautement professés et qu'il désavouerait les Éphémérides si elles prenaient une enseigne de cour. » (1)

Cette lettre ne prouve rien et on ne peut rien en déduire. Elle est datée de 1768. Or « l'Ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques » était déjà paru.

La démarche des économistes est facile à expliquer. Le véritable motif, c'était la situation des

(1) Cité par Schelle. — Dupont de Nemours et l'Ecole physiocratique,

Éphémérides qui avaient fort à craindre la censure. Enfin, à cette époque, l'appui du roi n'était pas à dédaigner, surtout contre les persécutions de leurs ennemis et ils étaient nombreux.

## TITRE II

### ORIGINE DE LA THÉORIE DU DESPOTISME LÉGAL

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — La paternité du despotisme légal appartient-elle à Quesnay ou à Mercier de la Rivière ? — Preuves en faveur de l'une et de l'autre. — Conclusion.

Le système politique des Physiocrates est désigné sous le nom de despotisme légal ; l'expression est de Mercier de la Rivière.

La paternité du despotisme légal appartient-elle à Quesnay ou à Mercier de la Rivière ?

C'est Mercier de la Rivière, dans son livre « L'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques », qui a exposé avec le plus de développement le système politique des Physiocrates.

A-t-il obéi à l'impulsion de Quesnay ou bien a-t-il émis des idées personnelles ? Il est difficile de se prononcer. Nous allons cependant essayer d'éluci-

der ce point en examinant les diverses preuves que l'on peut alléguer en faveur de l'un ou de l'autre.

Nous pouvons diviser les œuvres de Quesnay en deux parties. Dans les premières, ce sont les articles pour l'« Encyclopédie » : Fermiers, Grains ; puis le « Droit naturel », le « Tableau Economique », il expose ses principes économiques. Dans les secondes, il expose ses principes politiques, ce sont les « Maximes du Gouvernement économique d'un royaume agricole », le « Despotisme de la Chine ». Les Maximes sont postérieures au despotisme de la Chine, elles ne parurent qu'en 1768 dans « Physiocratie », de Dupont de Nemours.

Quesnay, chirurgien-médecin de madame de Pompadour, avait à la cour, en raison de sa situation auprès de la favorite, une réelle indépendance.

Il occupait au palais de Versailles un entresol où il recevait ses amis et ses disciples. Tous avaient en lui la plus grande confiance, sachant que l'on pouvait parler avec la plus grande liberté, dans l'entresol du docteur. C'est là qu'est née la doctrine physiocratique. On y avait parlé agriculture et produit net, on y parla politique. Nous savons, d'après les mémoires de madame du Hausset, femme de chambre de madame de Pompadour,

que les questions les plus brûlantes y étaient agitées (1).

Mercier de la Rivière était un assidu de l'entresol. Or Mirabeau, dans une lettre à son ami Longo, datée du 27 mai 1788, nous rapporte que Mercier de la Rivière « travailla six semaines en robe de chambre dans l'entresol pour fondre et refondre son ouvrage et ensuite renier son père et sa mère (2) ». Il veut dire par là que Mercier de la Rivière est coupable d'ingratitude, pour n'avoir pas, comme les autres disciples et comme lui en particulier, introduit dans son ouvrage un hommage au maître. Mirabeau nous indique donc que Quesnay aida de ses conseils et de ses idées Mercier de la Rivière.

De plus, « l'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques » ne parut qu'après le « Despotisme de la Chine », il fut publié en juillet 1767 et les articles de Quesnay sur le Despotisme de Chine parurent dans les « Ephémérides », en mars, avril, mai et juin de la même année.

Enfin, l'abbé Beaudau, dans un article, nous dit en parlant de l'Ordre naturel, que les idées de l'auteur son conformes à celles du docteur.

(1) V. Schelle. — Le docteur Quesnay, p. 121 et suiv.

(2) Cité par Schelle, — Le docteur Quesnay, p. 347.

Devons-nous conclure que Quesnay est l'auteur de la théorie du despotisme légal.

Nous croyons que toutes ces preuves tendant à attribuer la paternité de la théorie à Quesnay, ne sont pas entièrement justifiées.

Nous devons tout d'abord remarquer que les disciples du docteur étaient trop enthousiastes de son mérite pour ne pas lui attribuer la paternité de toutes les idées qui sortaient de l'entresol. Leur admiration pour le docteur était sans bornes, pour eux il était le « Confucius de l'Europe », le « Socrate de nos jours », le « Moïse des temps modernes ». Le marquis de Mirabeau entre autres, admirateur zélé du maître, était assez disposé à croire que tous les Physiocrates étaient aussi dociles que lui ; il était en effet le plus fanatique de tous, il ne jurait que par le maître, et lui voua une sorte de culte qui dura jusqu'à sa mort.

Cependant, quand Mirabeau entreprit de convertir Jean-Jacques Rousseau, qui ne voulait point entendre parler de despotisme légal, ce n'est pas le « Despotisme de la Chine » qu'il lui envoya, mais bien « l'Ordre naturel et essentiel ».

En ce qui concerne les dates de publication des deux ouvrages en question, il faut noter que la publication du livre de Mercier de la Rivière fut retardée par la censure.

Le censeur en effet refusa tout d'abord le permis d'imprimer au livre de Mercier de la Rivière, qui cependant était favorable à la monarchie absolue. Sartine, qui était alors lieutenant de police, embarrassé au sujet de ce livre, avant de prendre une résolution, communiqua le manuscrit à Diderot pour avoir son avis. Diderot, sans hésitation, conclut pour l'autorisation d'imprimer. Bien mieux, ayant à cette époque des relations suivies avec les représentants de l'impératrice de Russie, Catherine II, et l'un de ses représentants, le prince Galitzin, voulant consulter un homme versé dans la pratique des affaires coloniales, Diderot lui désigna Mercier de la Rivière, qui avait été deux fois intendant à la Martinique. L'ambassadeur de Russie fut enchanté de ses entretiens avec Mercier de la Rivière, trouvant son ouvrage bien supérieur à celui de Montesquieu. C'est d'ailleurs à la suite de ces faits que de la Rivière partit pour la Russie.

Et Diderot, au moment de ce départ, écrivait au sculpteur Falconnet, qui était alors à la cour de Russie : « Nous envoyons à l'impératrice un très habile, un très honnête homme..... C'est celui-là qui a découvert le secret, le véritable secret, le secret éternel et immuable de la sécurité, de la durée et du bonheur des empires. C'est celui-là qui la

consolera de la perte de Montesquieu (1) ». Dans une autre lettre, il nous dit encore : « Le Montesquieu a connu les maladies, celui-ci a indiqué les remèdes (2) ».

Ces divers témoignages de Diderot ne sont d'ailleurs pas les seules preuves en faveur de l'auteur de « l'Ordre naturel et essentiel ».

Dans les *Éphémérides* de 1769, nous trouvons un article dans lequel il est dit : « M. Beaudau se proposait de donner aux lecteurs des *Éphémérides* l'analyse complète et raisonnée de « l'Ordre naturel et essentiel ». Il a été détourné de ce travail... Au reste, la meilleure analyse qu'il soit possible d'en présenter se trouve faite d'avance dans la dernière partie de l'ouvrage intitulé « Despotisme de la Chine », partie qui parut en juin 1767, en même temps que le livre de la Rivière (3). »

Et l'abbé Mably, qui savait très bien ce qui se passait dans l'entourage de Quesnay, dans les « Doutes proposés aux Économistes », s'adressant à Beaudau, s'exprime ainsi : « C'est pour préparer à la lecture de « l'Ordre naturel des Sociétés » que vous avez inséré dans votre journal un morceau sur le « Despotisme de la Chine (4). »

(1) Cité par Schelle. — Le docteur Quesnay, p. 344.

(2) Cité par Schelle. — Le docteur Quesnay, p. 345.

(3) Cité par Schelle. — Le docteur Quesnay, p. 348.

(4) Cité par Schelle. — Le docteur Quesnay, p. 348.

Grimm, enfin, nous dit que « l'Ordre naturel des Sociétés » est le premier ouvrage politique des Physiocrates.

« Messieurs du Mardi (il s'agit de diners économiques qui avaient lieu chez le marquis de Mirabeau) avaient annoncé ce livre comme une production merveilleuse. A la vérité, ils s'en attribuaient d'avance toute la gloire; ils disaient qu'il contenait leurs idées, leurs principes et leurs vues (1). »

L'ouvrage de Mercier de la Rivière eut d'ailleurs un succès énorme, trois mille exemplaires en furent vendus en quelques mois, et il souleva de vives controverses parmi les philosophes. Royaliste dévoué, il estimait que la monarchie absolue était un gouvernement plus capable de produire le bien que toute autre forme de gouvernement, le prince héréditaire étant naturellement intéressé à la tranquillité publique et au développement de la richesse.

On peut donc laisser à Mercier de la Rivière la paternité du despotisme légal.

Nous devons cependant remarquer que, si Quesnay n'est pas l'auteur principal de la théorie du despotisme légal, il en a pourtant fourni le germe, il l'a amorcée.

(1) Cité par Schelle. — Le docteur Quesnay, p. 349.

Quesnay mérite, à juste titre, le nom de père de la Physiocratie. Mais, certes, la doctrine physiocratique tout entière, n'est pas sortie toute faite de son cerveau ; il a profité des recherches et des réflexions de ses disciples, son originalité paraît surtout dans l'Économie politique proprement dite. Quesnay préconisait le gouvernement d'un seul, mais cette théorie n'était chez lui qu'un détail ; chez Mercier de la Rivière, elle devient le principe dominant, qu'il développe avec lumière et avec force. Les idées du docteur n'étaient pas suffisamment claires et cohérentes pour constituer une doctrine, il a fallu la forte systématique d'un disciple pour en faire le corps d'idées le plus rigoureusement lié.

## TITRE III

### THÉORIES POLITIQUES

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Base libérale. — De l'évidence et du droit d'examen. — Autorité et liberté. — Séparation du pouvoir judiciaire d'avec le pouvoir législatif. — Confusion de l'exécutif et du législatif. — Critique de la théorie des contre-forces.

La doctrine politique des Physiocrates avait une base entièrement libérale : le respect de l'individu, et ce respect de l'individu est poussé très loin.

Rappelons-nous en effet les principes fondamentaux du système physiocratique. L'homme, disent-ils, est propriétaire de sa personne, et par suite à l'abri de toute atteinte, il peut jouir librement de ses organes et de ses facultés, c'est-à-dire de ses attributs corporels et intellectuels sans être gêné par qui que ce soit. La propriété de notre personne nous est accordée par la nature de la façon la plus

inviolable, car c'est le seul moyen d'assurer notre conservation et notre bonheur.

De ce principe, découlent tous les droits individuels. En effet, la propriété de la personne engendre la liberté personnelle; qui dit propriété, dit droit d'user et d'abuser, et rien, si ce n'est le droit égal d'autrui, ne peut restreindre l'usage que l'homme peut faire de ses forces et de son intelligence.

L'homme est absolument libre de ses actions et la liberté personnelle est cette « faculté non empêchée de faire à son gré un usage raisonnable et légitime de ses organes corporels, de ses qualités morales et intellectuelles (1) ».

Cette liberté d'agir implique évidemment pour l'homme, le droit de conserver ce qu'il aura produit par ses efforts; on a ainsi la propriété mobilière, qui implique à son tour la liberté de faire ce qu'on veut de ses objets mobiliers.

Or, étant donné les avantages de la terre, qui est la seule source des richesses, les hommes emploieront leur fortune à acquérir des biens-fonds, et ainsi apparaît la troisième espèce de propriété, la propriété foncière, qui engendre une troisième espèce de liberté, à savoir le droit de faire ce que l'on veut des héritages fonciers.

(1) Beaudau. — Introduction à la philosophie économique, ch. VI, art. III.

Il faut assurer aux hommes la jouissance de ce droit à la liberté et à la propriété, leur donner la tranquillité et la sûreté sans laquelle se droit n'existerait pas. C'est pourquoi toutes les usurpations sur la propriété et la liberté doivent être rigoureusement réprimées par l'autorité publique, dont la mission doit se borner au maintien de la sécurité des personnes et des biens, et à la répression des violences privées.

L'ensemble des institutions sociales qui garantissent la propriété, la liberté et la sûreté, c'est ce que Mercier de la Rivière appelle l'Ordre naturel et essentiel des Sociétés. Cet ordre n'a rien d'arbitraire, il résulte de la nature des choses, et il est évident.

L'évidence est le principe fondamental de la politique. Il n'y a pas deux ordres possibles, il n'y en a qu'un et une société ne peut être bien gouvernée que lorsqu'elle connaît cet ordre. Et cet ordre étant « notre meilleur état possible », aussitôt connu, il « s'établit nécessairement, et une fois qu'il est établi, il doit nécessairement se perpétuer (1) ».

Il faut donc arriver à la connaissance de l'ordre.

(1) Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel, ch. VIII, p. 50.

Pour cela il faut une instruction largement répandue, et la plus grande liberté possible dans l'examen et la discussion.

La liberté de discussion est seule capable de nous conduire à l'évidence, qui doit être la règle de l'ordre politique. « Le caractère essentiel de l'évidence est d'être à l'épreuve de tout examen, mais l'examen même ne sert encore qu'à la manifester davantage, qu'à la rendre plus sensible, qu'à lui donner une force plus souverainement dominante (1). » Les vérités sociales étant susceptibles d'une évidence aussi grande que l'évidence des vérités géométriques, l'ignorance seule peut les méconnaître et l'examen seul peut écarter les préjugés. « On peut donc regarder l'évidence comme une divinité bienfaisante, qui se plaît à donner la paix à la terre : vous ne voyez point les géomètres en guerre au sujet des vérités évidentes parmi eux : s'il s'élève entre eux quelques disputes momentanées, ce n'est qu'autant qu'ils sont encore dans le cas de la recherche, et elles n'ont pour objet que des déductions; mais sitôt que l'évidence a prononcée pour ou contre, chacun met bas les armes, et ne s'occupe plus qu'à jouir paisiblement de ce bien commun (2). » C'est la même chose, conclut

(1) Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel, ch. IX, p. 58.

(2) Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel, ch. IX, p. 61.

Mercier de la Rivière, pour les vérités sociales.

Et c'est là leur idée maîtresse, à savoir qu'il n'y a en ce monde qu'une force qui puisse soutenir les gouvernements, c'est l'opinion publique : « L'opinion quelle qu'elle soit, dit Mercier de la Rivière, est véritablement la « Regina del mundo » ; lors même qu'elle n'est qu'un préjugé, qu'une erreur, il n'est, dans l'ordre morale, aucune force comparable à la sienne ; féconde en prestiges de toute espèce, elle emprunte pour nous tromper, tous les caractères de la réalité ; source intarissable de bien et de mal, nous ne voyons que par elle, nous ne voulons, nous réagissons que d'après elle ; selon qu'elle est on n'est pas dans le vrai, elle fait les vertus et les vices, les grands hommes et les scélérats ; il n'est aucun danger qui l'arrête, aucune difficulté contre laquelle elle ne s'irrite ; tantôt elle fonde des Empires, et tantôt elle les détruit (1). » Mais l'opinion que les Physiocrates reconnaissent ainsi pour souveraine n'est pas une opinion changeante, factice ou arbitraire, mais celle qui repose sur la science et sur la vérité, et ainsi fixée elle devient l'évidence.

Le système des Physiocrates qui dans l'ordre économique se prononce pour la liberté de l'indus-

(1) Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel, p. 63.

trie et du commerce, qui en vertu du droit naturel refuse de porter atteinte à la propriété individuelle, c'est-à-dire à la liberté individuelle, ainsi qu'à la propriété mobilière et à la propriété foncière, aurait dû aboutir à un régime politique modéré, limité et contenu dans une constitution. Bien plus, leurs principes auraient pu les conduire à l'anarchie; à un état dans lequel il y aurait eu pour tout autorité, l'empire de l'évidence, c'est justement ce que leur faisait remarquer Mably dans son ouvrage intitulé « Doutes proposés aux philosophes Economistes sur l'Ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques ».

Il n'en est rien, et l'on est étonné de les voir tous conclure au pouvoir absolu d'un seul.

Ils ont placé les libertés naturelles avant les libertés politiques et établi la nécessité des premières avant d'examiner les secondes. C'est là le vrai fondement du libéralisme, la liberté politique n'étant que la garantie des autres libertés. Mais si la liberté politique n'est pas le fondement des libertés naturelles, elle n'en est pas moins nécessaire à titre de garantie. Les Physiocrates méconnaissent cette vérité en confiant à un pouvoir absolu, qu'ils appellent despotisme légal, la garantie de la liberté naturelle.

Tous développent le principe politique ainsi

posé par Quesnay dans sa première des « Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole » : « Que l'autorité souveraine soit unique et supérieure à tous les individus de la société et à toutes les entreprises injustes des intérêts particuliers ».

Les Physiocrates ont le plus grand mépris pour la liberté politique et pour les principes dégagés par la philosophie politique.

Le principe de la liberté politique avait été posé par Montesquieu. Il consistait dans la séparation des pouvoirs. Suivant Montesquieu, il y a trois pouvoirs dans une société : le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Ces trois pouvoirs ne doivent pas être réunis dans les mêmes mains. Ils doivent être séparés les uns des autres et ainsi s'empêcher de tomber dans le despotisme. « Le pouvoir s'oppose au pouvoir. »

Les Physiocrates sont hostiles au principe de la séparation des pouvoirs. Cependant ils admettent cette séparation sur un point, ils veulent que le pouvoir judiciaire soit indépendant. Et Mercier de la Rivière sur ce point s'exprime absolument comme Montesquieu : « Si le législateur était aussi magistrat, il ne pourrait que couronner et consommer toutes les méprises qui lui seraient échappées comme législateur. Si le magistrat était

aussi législateur, les lois n'existant que par sa seule volonté, il ne serait point assujéti à les consulter pour juger; et il pourrait toujours ordonner comme législateur, ce qu'il aurait décidé comme magistrat (1) ».

Défenseurs ardents de la liberté individuelle, il leur fallait bien admettre l'indépendance du juge, car c'est la plus sûre garantie des droits individuels. Nous verrons plus loin quel rôle ils donnaient à ce pouvoir judiciaire.

Mais un principe fondamental pour les économistes, c'est que les pouvoirs législatif et exécutif soient inséparables. Un seul homme doit réunir sur sa tête la puissance législative et la puissance exécutive, parce que si celui qui fait les lois ne peut pas les faire exécuter, son autorité est vaine et inutile.

La séparation de ces deux pouvoirs leur paraît contraire à la raison et voici comment ils nous le démontrent.

« Quelque soit le dépositaire ou l'administrateur de la force publique, le pouvoir législatif est son premier attribut; car il faut que l'évidence nous soit connue avant qu'elle puisse asservir nos

(1) Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel, ch. XII, p. 83.

volontés, et que les lois soient instituées avant que l'autorité puisse s'occuper du soin de les faire observer. Dictier des lois positives, c'est commander, et, par la raison que nos passions sont trop orageuses pour que le droit de commander puisse exister sans le pouvoir physique de se faire obéir, le droit de dictier des lois ne peut exister sans le pouvoir physique de le faire observer(1) ». De plus, disent-ils, cette séparation est impossible à réaliser, et ils nous en donnent les raisons : « Si pour former deux puissances, on place dans une main le pouvoir législatif, et dans une autre le dépôt de la force publique, à laquelle des deux faudra-t-il obéir, lorsque les lois de la première et les commandements de la seconde seront en contradiction? Si l'obéissance alors reste arbitraire, tout sera dans la confusion ; et comme on ne peut obéir en même temps à deux commandements contradictoires, il faut qu'il soit irrévocablement décidé lequel doit être exécuté par préférence : or il est évident que cette décision ne peut avoir lieu, sans détruire l'une de ces deux puissances, pour n'en plus reconnaître qu'une seule dominante, à la voix de laquelle toutes les volontés, toutes les forces doivent se rallier pour faire exécuter cons-

(1) Mercier de la Rivière.— *Ordre naturel*, ch. XIV, p. 102.

tamment ses commandements, sans que rien puisse en empêcher. Ainsi quelques tournures, quelques modifications qu'on veuille donner à un tel système, il arrivera nécessairement que ces deux autorités se réuniront, et se confondront en une seule ; que la puissance législative deviendra puissance exécutive, ou que la puissance exécutive deviendra puissance législative (1) ».

Les Physiocrates repoussent également la souveraineté nationale et ses applications diverses, démocratie pure, gouvernement représentatif.

D'abord la démocratie pure, telle qu'on l'entendait au dix-huitième siècle. Etat où non seulement la souveraineté résidait dans la nation toute entière, mais où tous les citoyens participaient directement au vote des lois.

Un tel régime est pour eux l'absurdité unie à l'impuissance. Voyons en effet ce que nous dit Le Trosne. « L'autorité qui doit être une et qui s'affaiblit par le partage, devient nulle si elle est commune à tous, si les membres font en même temps partie du souverain, s'ils unissent le droit de commander au droit d'obéir et détruisent l'un par l'autre en les confondant. Une démocratie parfaite est

(1) Mercier de la Rivière. — *Ordre naturel*, ch. XIV, p. 102 et 103.

un être monstrueux qui implique contradiction et qui ne présente que l'anarchie (1). » Il faut nécessairement, d'après eux, que l'Etat gouvernant soit distinct de l'Etat gouverné (2).

Le gouvernement représentatif ne leur paraît guère meilleur. Ils appellent ce régime le système de contre-forces ou de contre-poids. Ils le conçoivent sous la forme d'une monarchie tempérée, où le pouvoir du roi ne pourrait pas s'exercer sans l'avis de certains conseils ou de certaines assemblées.

Quesnay le premier a combattu ce système, dans le commentaire de sa première maxime. « Le système des contre-forces dans un gouvernement est une opinion funeste qui ne laisse apercevoir que la discorde entre les grands et l'accablement des petits. La division des sociétés en différents ordres de citoyens, dont les uns exercent l'autorité souveraine sur les autres, détruit l'intérêt général de la nation, et introduit la dissension des intérêts particuliers entre les différentes classes de citoyens : cette division invertirait l'ordre du gouvernement d'un royaume agricole qui doit réunir tous les intérêts à un objet capital, à la prospérité de l'agri-

(1) Le Trosne. — L'Ordre social, discours VI, p. 243.

(2) Mercier de la Rivière, — Ordre naturel, ch. XVI.

culture, qui est la source de toutes les richesses de l'Etat et de celles de tous les citoyens (1) ».

Le Trosne critique aussi le gouvernement représentatif en ces termes : « Si les contre-forces sont faibles, elles servent d'exercices aux intrigues et aux manœuvres sans être d'aucune utilité réelle ; elles n'ont d'autres mérites que de mettre la lenteur dans les opérations, de multiplier les formes et les difficultés, elles donnent lieu à la séduction et à la corruption. Si elles sont trop fortes (et elles peuvent le devenir par les circonstances sans l'avoir été dans leur origine), elles ébranlent et entraînent la constitution, elles dénaturent le gouvernement, elles substituent une aristocratie à la monarchie (2) ».

Mercier de la Rivière nous montre les défauts naturels aux assemblées délibérantes : « Si dans un corps d'administrateurs, une seule volonté peut arrêter l'effet de toutes les autres, c'est opposer à l'activité qui caractérise l'autorité, une force de résistance invincible pour elle ; c'est la réduire à l'inaction, c'est l'anéantir : l'autorité, dont le propre est d'agir, n'exerce alors ni dans ceux qui veulent, puisque leurs volontés ne peuvent la mettre en action, ni dans celui qui ne veut pas, puisque son

(1) Quesnay. — Maxime I, note 1.

(2) Le Trosne. — Ordre social, p. 156.

opposition ne sert qu'à priver l'autorité du mouvement sans lequel elle n'est plus rien (1) ». On peut trancher la difficulté, nous dit Mercier, en décidant que l'assemblée doit se rendre par la pluralité des suffrages. Mais, dit-il, cette méthode « contraste sensiblement avec l'évidence ; que l'autorité doit toujours prendre pour guide : ce qui partage les opinions ne peut être regardé comme évident ; or, comme en fait de gouvernement tout doit être évident, il ne doit s'y trouver rien d'arbitraire, et il ne peut y avoir diversité d'opinions que par un effet de l'ignorance ou de la mauvaise volonté des délibérants (2) ».

Puis il envisage tous les dangers que peut présenter tout régime électoral. « Le peuple proprement dit, livré à l'ignorance et aux préjugés, ne regarde jamais qu'autour de lui ; chaque canton croit voir tout l'intérêt de l'Etat dans celui de son canton ; chaque profession croit voir tout l'intérêt de l'Etat dans celui de sa profession ; la science des rapports lui est absolument inconnue ; il ne lui est pas possible de remonter des effets aux causes, encore moins de se livrer à l'étude des liaisons

(1) Mercier de la Rivière. — *Ordre naturel*, ch. XVIII, p. 131.

(2) Mercier de la Rivière. — *Ordre naturel*, ch. XVIII, p. 132.

qu'elles ont entre elles. Il lui devient donc moralement impossible d'agir par principe et par mesure : toujours crédule et susceptible de préventions, pour le persuader il faut le gagner, pratiquer auprès de lui les mêmes insinuations comme pour le séduire ; par cette raison, toujours inconstant et orageux, ses résolutions indélibérées ne sont jamais que le produit de la sensation du moment (1). » Les Physiocrates ont aussi très bien indiqué les luttes possibles entre les partis et le despotisme possible de la souveraineté nationale (2).

Cependant il y avait, à l'époque des Physiocrates, des pays voisins de la France qui avaient un régime de contre-forces et pourtant étaient assez florissants. L'Angleterre surtout, dont le régime venait d'être décrit par Montesquieu, était pour eux un exemple embarrassant. Mais ils n'hésitent pas à nier ces faits pour maintenir intact leur doctrine. Le Trosne, dans « l'Ordre social », attaque le système du gouvernement anglais. « Une nation voisine, dit-il, très méfiante et jalouse de sa liberté, prend le parti non d'armer sa contre-force, mais de désarmer presque le souverain : elle préfère, d'être pillée et

(1) Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel, ch. XVIII, p. 140.

(2) Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel, ch. XXI et Le Trosne, l'Ordre social, p. 244.

violée sur les chemins, à l'établissement d'une garde publique destinée à procurer la sûreté intérieure : elle craindrait que le souverain ne s'en servît pour subjuguier sa liberté. Est-elle vraiment plus libre qu'une autre ? Oui, si la liberté consiste dans le droit de nouer des factions, de déclamer contre l'autorité et les ministres, de répandre des libelles, de se livrer aux clameurs et aux émeutes populaires. Mais si la vraie liberté consiste dans le droit de faire tout ce qui n'est pas défendu par la justice..... il n'est pas de nation moins libre (1). »

Malgré toute leur logique, nous devons reconnaître que Mably était pourtant bien fondé à répondre à Mercier de la Rivière : « Tandis que l'Angleterre, la Suède, l'Empire, les Provinces-Unies, la Suisse, se gouvernent par des contre-forces, comment notre auteur a-t-il pu dire que l'établissement de cette politique était une opération impraticable (2) ? »

(1) Le Trosne. — *Ordre social*, Discours VI, p. 248, en note.

(2) Mably. — *Doutes proposés aux philosophes économistes*, XI, p. 46.

CHAPITRE II. — La meilleure forme de gouvernement. —  
Monarchie absolue et héréditaire. — Les fonctions de  
l'Etat. — Despotisme légal mais non arbitraire.

Nous venons de voir que la liberté politique apparaît aux Physiocrates comme un empirisme grossier ; reposant sur des élections, sur des votes, elle implique la loi de la majorité, qui pour eux n'est pas admissible.

En effet, grâce au pouvoir de l'évidence qui s'impose à tous, ne pouvaient-ils pas prétendre à la loi de l'unanimité ?

Étant établi qu'il ne peut pas y avoir de contre-forces et qu'il n'y a qu'un seul pouvoir, entre les mains de qui résidera ce pouvoir ?

Les Physiocrates se prononcent pour la monarchie absolue, héréditaire, et de droit divin (1).

Ce choix de la part de défenseurs convaincus de la liberté est surprenant. Nous allons voir, cepen-

(1) Mercier de la Rivière. — *Ordre naturel*, ch. XIX, et ch. XXIV, p. 188. Le Trosne. — *Ordre social*, p. 237.

dant, que cette conclusion dérive logiquement de leur système. Nous devons rappeler ici leur principe fondamental, le principe de l'évidence.

L'ordre essentiel des sociétés repose sur des principes évidents. Les lois positives ne doivent être que les conséquences évidentes de ces principes qui, une fois reconnus, s'imposent à tous avec une autorité irrésistible. Cette autorité étant irrésistible est despotique, mais c'est le despotisme de la vérité.

Du principe de l'évidence découle la nécessité du gouvernement d'un seul. « L'évidence qui est une ne peut présenter qu'un seul point de réunion pour les volontés et les forces; elles ne peuvent donc se diviser qu'autant qu'elles sont privées de l'évidence, ou du moins de la certitude qui la supplée, et qu'égarées ainsi par l'ignorance, elles se trouvent livrées à l'arbitraire.

« Partant de l'évidence, nous trouvons donc unité de volonté, de force et d'autorité, et cette autorité unique est la seule que l'ordre naturel et essentiel des sociétés puisse admettre, car cet ordre veut que l'évidence soit la règle de nos actions (1). »

Une objection peut être faite à cela. Il semble

(1) Mercier de la Rivière. — Ordre naturel, ch. XVII, p. 129 et 130.

en effet que cette évidence irrésistible pourrait tout aussi bien s'imposer à tous qu'à un seul. Mercier de la Rivière nous répond que si tous les hommes étaient désintéressés, les vrais principes s'imposeraient à eux, puisqu'ils sont évidents. Mais il n'en est pas ainsi et quand on s'adresse aux individus, l'intérêt personnel l'emporte même sur l'évidence. Et, ajoute-t-il, dans une nation, « pour qu'il y ait unité de volonté, il faudrait qu'il y eût unité d'intérêt; sans cela, impossible de concilier les prétentions. Ce qu'on appelle une nation en corps..... n'est donc autre chose qu'une nation assemblée dans un même lieu où chacun apporte ses opinions personnelles, ses prétentions arbitraires et la ferme résolution de les faire prévaloir (1). »

Ainsi le gouvernement de plusieurs ou de tous est repoussé, comme nous l'avons vu d'ailleurs précédemment.

Il reste le gouvernement d'un seul. Pour les Physiocrates, c'est le meilleur gouvernement.

Mercier de la Rivière nous indique en ces termes quelle doit être la meilleure forme de gouvernement: « C'est celle qui ne permet pas qu'on puisse gagner en gouvernant mal et qui assujettit au con-

(1) Mercier de la Rivière. -- *Ordre naturel*, ch. XVI, p. 123 et 124.

traire celui qui gouverne à n'avoir pas de plus grand intérêt que de bien gouverner (1). »

Et la forme de gouvernement qui remplit ces conditions, c'est la monarchie absolue et héréditaire.

Comment cela ? Parce que le souverain est et doit être « copropriétaire du produit net et des terres de sa domination (2) ».

Tout gouvernement viager est usufruitier et non propriétaire ; par conséquent, son intérêt est de profiter de son usufruit le plus possible, sachant bien qu'il cessera à un moment de jouir du domaine public.

Le souverain héréditaire, au contraire, est : « par rapport à ses États, un propriétaire qui conduit lui-même et pour son propre compte l'administration de ses domaines ; il n'a d'autre intérêt que d'augmenter le produit : tout autre administrateur n'est qu'un économe qui gère pour des intérêts auxquels il est tellement étranger, que c'est par eux qu'il est payé..... tout homme salarié a naturellement intérêt de faire augmenter ses salaires, ce qu'il ne peut

(1) Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel, ch. XIX, p. 142.

(2) Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel, ch. VI, p. 41.

faire qu'aux dépens de ceux qui le paient, tandis que les revenus du souverain ne peuvent s'accroître qu'en raison de l'accroissement de ceux de ses sujets.

« Un souverain dont les intérêts sont aussi inséparablement unis à ceux de la nation dont il est le chef, doit certainement chercher à lui procurer tous les avantages qu'elle attend d'une telle administration. Le meilleur état possible du souverain ne peut s'établir que sur le meilleur état possible de la nation (1). »

Tout ceci confirme ce que nous avons dit précédemment au sujet du lien qui existe entre la théorie politique et la théorie économique que nous avons rapidement indiquée.

Donc monarchie héréditaire, absolue, puisqu'il ne peut y avoir ni contre-forces, ni séparation des pouvoirs.

A l'État physiocratique incombe une triple fonction. D'abord, organiser une police, une justice et une armée; c'est-à-dire assurer l'ordre public à l'intérieur et à l'extérieur.

En second lieu, assumer la charge des ouvrages d'utilité publique qu'un individu ne peut pas entre-

(1) Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel, ch. XIX, p. 149 et 150.

prendre et qui cependant, sont nécessaires au bien-être commun.

Enfin, l'État doit faire connaître l'ordre naturel, organiser l'instruction de tous les citoyens, et c'est là sa fonction essentielle, amener tous les citoyens à accepter d'une façon consciente les lois naturelles.

Cette conception du rôle de l'État explique encore leur penchant pour la monarchie absolue.

Puisqu'il y a un droit naturel qui préexiste à toutes les législations positives, aucune autorité ne peut avoir pour fonction de faire les lois; les lois sont toutes faites. Il n'y a pas de place dans la société pour un légisfacteur, c'est-à-dire pour un créateur de lois. Il n'y a place que pour un législateur au sens littéral et étymologique du mot, c'est-à-dire un porteur de lois.

Le souverain aura donc pour fonction principale de reconnaître, de proclamer et de faire respecter le droit naturel, et d'assurer l'ordre naturel.

La législation naturelle est permanente et invariable, la législation positive est contingente, temporaire et subordonnée à la législation naturelle; elle n'a pas d'autre objet que d'assurer la défense de la Société, de faire observer les lois naturelles, de garantir les droits et les devoirs.

Les lois positives ne sont que des ordonnances destinées à assurer l'application de la loi naturelle.

Par conséquent, à une loi unique ils faisaient correspondre un interprète unique.

Le meilleur gouvernement est donc la monarchie absolue et héréditaire. C'est celui d'un prince gouvernant despotiquement, c'est-à-dire sans contrôle politique d'aucune sorte, mais ne pouvant pas gouverner arbitrairement.

Au despotisme arbitraire, celui qui commande mais ne gouverne pas, le monarque substituera « le despotisme éclairé », le « despotisme légal », celui qui se borne à appliquer les lois évidentes de l'ordre naturel. Ces lois étant révélées par l'évidence, sont plus saisissables pour un individu que pour une collectivité ; le pouvoir doit donc appartenir à un seul individu ; mais son autorité tout entière est soumise aux lois naturelles, il n'est que leur interprète. Par despotisme légal les Physiocrates entendent donc, non pas l'autorité arbitraire, mais au contraire l'autorité absolue de la loi.

Donc, despotisme légal mais non arbitraire. Mercier de la Rivière distingue « le despotisme factice et déréglé dont nous sommes effrayé à juste titre » du « despotisme naturel tel qu'il est institué par l'ordre même ».

« L'autorité du despote arbitraire n'est que précaire et chancelante, parce qu'il est impossible de fixer les opinions, les divers intérêts et les préten-

tions qui servent de base; celle du despote légal est inébranlable, parce que l'évidence qui en est le principe est invariable, et produit toujours les mêmes effets.

« La puissance du despotisme arbitraire n'est au fond qu'une association de plusieurs forces physiques réunies pour asservir d'autres forces physiques, qui ne sont plus faibles que parce qu'elles sont divisées : celle du despotisme légal est le produit d'une réunion générale de toutes les forces; ce n'est pas parce qu'elle est supérieure qu'elle devient despotique; c'est parce qu'elle est unique, et qu'il ne peut s'en former une autre.

« Le despote arbitraire n'est pas propriétaire de l'autorité qu'il exerce; elle n'est qu'empruntée, puisqu'elle appartient réellement à ceux qui l'ont formée par une association qui n'a rien que d'arbitraire : celle du despote légal lui est propre et personnelle; elle est à lui parce qu'elle est inséparable de l'évidence qu'il possède et qui, habitant en lui, fait que sa volonté devient le point de réunion de toutes les autres volontés et de toutes les forces...

« Il est dans la nature de l'autorité du despote arbitraire d'être toujours et incessamment odieuse, parce qu'elle est destinée à tyranniser les volontés, à contraindre l'obéissance par la force physique : celle du despote légal n'étant que la force intuitive

et déterminante de l'évidence, il lui est naturel de n'être, pour ses sujets, qu'un objet de respect et d'amour, parce qu'il lui est naturel d'asservir leurs volontés sans leur faire aucune violence.

« Le despotisme arbitraire..... renferme en lui-même le principe de sa destruction : le despotisme légal procurant nécessairement le meilleur état possible à la nature..... renferme en lui-même le principe de sa conservation.

. . . . .  
« Partout où la connaissance évidente de l'ordre naturel et essentiel des sociétés se trouvera tellement répandue, que chacun éclairé par cette lumière, attache son bonheur au maintien religieux des lois, il doit régner un despotisme personnel et légal qui est le seul et unique véritable despotisme (1) ». Ce que les Physiocrates appellent despotisme légal, c'est donc en somme ce qu'on pourrait appeler une monarchie paternelle.

(1) Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel, ch. XXIV, p. 182 et suiv.

CHAPITRE III. — § I. — Limites opposées à l'absolutisme du prince. — Evidance des droits de l'Ordre. — Instruction publique. — Intérêt du prince. — Forme et proportion invariable de l'impôt. — Autorité de la magistrature. — § II. — Administration. — Relations de l'Etat avec les puissances étrangères.

Le despote, même légal, est un homme, et étant muni d'un pouvoir absolu, il semble qu'il pourrait très bien abuser de son autorité. Les Physiocrates ont prévu l'objection et nous montrent que l'absolutisme du prince ne peut pas devenir dangereux. D'abord parce que cela est impossible, et ensuite, il y a certaines barrières qui sont destinées à empêcher tout arbitraire de la part du prince. Pour bien comprendre leurs explications à cet égard, nous devons rappeler ici encore le principe de l'évidence.

Le despote ne peut pas gouverner arbitrairement, parce qu'il ne le peut pas. Pourquoi? La réponse nous est fournie par Mirabeau, qui présentait la solution du problème à Rousseau, qui ne

voulait point entendre parler de despotisme légal : « Vous n'entendez pas nos lois, dites-vous. Nous n'en avons point d'autres que la propriété personnelle, mobilière et foncière, d'où dérivent toutes les libertés possibles, qui ne nuisent point à la propriété d'autrui ; c'est de la connaissance de cette loi générale et applicable à tous les cas quelconque, que dérive notre despotisme légal qui vous effraye et qui ne doit pas vous étonner davantage que le despotisme de calcul, qui depuis qu'il est reçu décide tous les comptes faits et à faire..... Le chiffre arrive, décide le cas despotiquement et sans appel, car, dites-moi, quelles sont les contre-forces de l'addition et de la soustraction ? (1) » Nous pouvons citer ici un mot de Quesnay au Dauphin, qui est caractéristique : « Que feriez-vous si vous étiez roi ? lui disait le prince. — Je ne ferais rien. — Et qui gouvernerait ? — Les lois ! »

Le monarque absolu gouvernant en se conformant aux lois de l'ordre, dont l'évidence aura été répandue par l'instruction, ne peut pas gouverner arbitrairement ; les lois de l'ordre sont un frein à ses volontés particulières, et il ne peut pas ne pas s'y conformer, car l'opinion instruite ne lui permettrait pas de les méconnaître et de les violer.

(1) Cité par de Loménie, — Les Mirabeau, t. II, p. 336.

L'instruction publique a pour les Physiocrates une importance capitale. Les premiers ils l'ont mise au premier rang des institutions nécessaires. Ils combattent avec ardeur l'ignorance qui était à leur époque très répandue dans les campagnes. « C'est mutiler une créature humaine, dès son enfance, que de dédaigner de lui faire apprendre aux dépens du public, si ses parents ne sont pas en état d'y suffire eux-mêmes, la lecture, l'écriture et l'arithmétique (1) », écrit Mirabeau dans les « Ephémérides » de 1767. Plus tard, dans son livre intitulé « Des devoirs », il demande que l'instruction soit obligatoire et même gratuite pour les indigents. Ils veulent une instruction largement répandue (2).

L'objet fondamental de l'éducation pour les Physiocrates, ce sont les conditions essentielles de l'ordre même, la justice, le respect naturel des droits. L'éducation doit également s'étendre aux conditions nécessaires à l'exercice de tous les arts, aux conditions qui leur sont communes à tous, c'est l'instruction élémentaire et enfin instruction spéciale à chacun des arts.

Par l'instruction ainsi répandue, on fera péné-

(1) Cité par de Loménie. — Les Mirabeau, t. II, p. 330.

(2) Voir Mercier de la Rivière. — L'Ordre naturel, ch. VIII.

trer parmi les hommes la connaissance des lois naturelles qui s'imposeront à tous par la force de l'évidence. Et ainsi le despote même légal, qui est un homme et qui par conséquent peut se tromper ou être trompé, ne le pourra, c'est tout à fait impossible, car « là où règne la connaissance de la justice par essence, où se montre l'évidence des lois naturelles, où l'une et l'autre se perpétuent par l'instruction, là l'opinion générale s'oppose aux erreurs de l'administration, là l'administration elle-même se refuse à servir les erreurs du gouvernement ».

Le despotisme légal est donc sans danger, d'ailleurs il y a encore deux barrières mises à l'arbitraire ainsi que nous l'indiquions plus haut : c'est d'abord l'intérêt commun qui unit le prince à ses sujets, eux et lui sont copropriétaires du produit net, ils sont donc intéressés à son accroissement et ainsi au développement de la richesse nationale, c'est en second lieu l'autorité de la magistrature.

La forme et la proportion invariable de l'impôt est une garantie contre l'arbitraire du prince.

Seul le produit net fournit au prince les ressources qui lui sont nécessaires. Il les prélève par l'impôt et non par des emprunts qui grèvent le budget et donnent lieu à des spéculations dangereuses. « Que l'Etat évite des emprunts qui for-

ment des rentes financières, qui le chargent de dettes dévorantes, et qui occasionnent un commerce ou trafic de finances, par l'entremise des papiers commercables, où l'escompte augmente de plus en plus les fortunes stériles. Ces fortunes séparent la finance de l'agriculture, et privent les campagnes des richesses nécessaires pour l'amélioration des biens-fonds et pour l'exploitation de la culture des terres (1) ».

L'impôt ne peut attendre la richesse que là où elle se trouve, c'est-à-dire dans le produit net. La terre produisant seule de nouvelles richesses doit seule supporter l'impôt. Les cultivateurs ne peuvent pas le payer, car ils diminueraient les avances nécessaires à la culture, les classes stériles non plus, car elles n'ont aucun revenu propre. La charge fiscale est donc reportée tout entière sur la classe des propriétaires fonciers. Il est de l'essence de l'impôt d'être unique et de porter directement sur les propriétaires fonciers.

Le monarque partage le produit net avec les propriétaires fonciers, par la perception de l'impôt; il est considéré comme copropriétaire de tous les fonds du royaume. Il a donc intérêt à ce que le produit net soit le plus grand possible, et ainsi à bien gouverner.

(1) Quesnay. — Maxime XXX.

Ainsi donc nous voyons que la forme de l'impôt empêche le prince de mal gouverner, mais non seulement sa forme, mais sa proportion invariable est une garantie.

La nature a prescrit les règles de levée de l'impôt. Il ne peut être déterminé dans sa quotité ni par le souverain, ni par les propriétaires fonciers, et ainsi le souverain ne peut porter atteinte à la propriété et les propriétaires ne peuvent pas réduire à l'excès le revenu public. L'impôt est proportionnel à la richesse disponible, il suit les oscillations du produit net.

Ce système d'impôt est pour les Physiocrates le meilleur que l'on puisse imaginer, et il offre toute garantie aux contribuables. C'est un système, disent-ils, qui est bien supérieur à celui du vote de l'impôt par des représentants du peuple car : « les représentants, aussi peu éclairés que ceux dont ils défendent les intérêts, peuvent ignorer ce que c'est que l'impôt, et où il peut être placé sans détérioration, et préférer à l'impôt territorial, tous les impôts indirects (1) ».

Il devait enfin y avoir auprès du souverain, le pouvoir judiciaire, pouvoir assez fort qui devait non seulement administrer la justice, mais qui de-

(1) Le Trosne. — *Ordre social*, p. 253.

vait exercer un contrôle sur les actes du prince. Ce contrôle devait s'effectuer de la façon suivante : Les magistrats avaient pour mission de vérifier la concordance des ordres du prince avec les lois naturelles. Pour comprendre le rôle de ce pouvoir judiciaire, nous pouvons le comparer à la cour souveraine des Etats-Unis qui est chargée de vérifier si les lois sont conformes à la Constitution.

\*  
\* \*

En matière d'administration, les Physiocrates sont partisans d'une large décentralisation.

Deux d'entre eux, Turgot et Le Trosne, ont élaboré tout un plan d'administration. Le premier, dans son « Mémoire au roi sur les municipalités, sur la hiérarchie que l'on pourrait établir entre elles et sur les services que le gouvernement en pourrait tirer », et le second dans son livre de « l'Administration provinciale et de la réforme de l'impôt (1) ».

Turgot accorde à la nation le droit d'intervenir dans les affaires administratives, et dans ce but il organisait une série d'assemblées qui devaient

(1) Voir Esmein. — L'Assemblée nationale proposée par les Physiocrates. Académie des Sciences morales et politiques. 1904. Tome 162.

représenter la paroisse, le canton, la province et enfin la France au moyen d'une assemblée générale, composée de députés nommés par les assemblées provinciales. Il donne le nom de municipalité à ces corps administratifs. Il tient particulièrement à cette appellation, pour bien marquer que ces assemblées n'ont aucun caractère politique. Seuls les propriétaires fonciers pouvaient faire partie de ces assemblées.

Le plan de Le Trosne est à peu près semblable, ce qui le caractérise, c'est qu'il avait surtout en vue l'établissement de l'impôt unique et foncier.

Mais tous les deux restent dans la logique du système, le souverain conserve le pouvoir politique le plus absolu, ces assemblées n'ont aucune participation au pouvoir législatif, nous savons que les Physiocrates repoussent avec énergie le régime parlementaire.

L'assemblée qui devait représenter la France entière, la municipalité générale du royaume, comme l'appelle Turgot, ou le Conseil national, comme le dénomme Le Trosne, n'est point une contre-force pouvant résister à la puissance du prince, ou destinée à la restreindre, mais simplement un auxiliaire docile, le rouage central du mécanisme administratif.

\*  
\* \*

En ce qui concerne les relations de l'Etat avec les puissances étrangères. Les Physiocrates s'efforcent d'assurer le libre-échange et aussi la paix (1). Mercier de la Rivière considère les peuples d'Europe, comme une même grande famille, répartie par la formation des sociétés et par les événements en plusieurs communautés distinctes : « Les sociétés particulières ne sont donc véritablement que différentes branches d'un même tronc d'où elles tirent leurs subsistances ; que différentes classes de la société naturelle, générale en tacite qui a précédé leur institution. Nous pouvons même les regarder comme ayant été, dans leur origine, des sociétés errantes, mais devenues sédentaires, par la nécessité de demeurer attachées à tel territoire en particulier pour le cultiver. Chaque nation n'est ainsi qu'une province du grand royaume de la nature ; aussi seraient-elles toutes gouvernées par les mêmes lois, par des lois qui dans ce qu'elles ont d'essentiels, seraient parfaitement semblables, si toutes ses nations s'étaient élevées à la connaissance du juste et de l'injuste absolu ; à la connaissance de cet

(1) Le Trosne. — *Ordre social*, p. 597.

ordre immuable, par lequel l'auteur de la nature s'est proposé que les hommes fussent gouvernés dans tous les lieux et dans tous les temps, et auquel il a attaché leur meilleur état possible (1) ». Ensuite il nous parle de la fraternité des nations. « La fraternité des nations n'est point une vérité nouvelle. Il y a longtemps qu'elle est découverte par les hommes ; mais ils ne l'ont vu ni dans sa véritable source, ni dans ses rapports essentiels ; et voilà pourquoi les plans mal combinés d'une politique factice et arbitraire nous ont si souvent donné la guerre. Mais puisque cette vérité nous est connue, puisque nous sommes forcés d'avouer cette fraternité naturelle ; qu'elle est même un dogme fondamental de notre religion, regardons-la donc comme étant le point fixe d'où la saine politique doit nécessairement partir, pour fixer l'ordre et la nature des procédés respectifs qui doivent être adoptés par toutes les nations (2). » Mais nous devons remarquer que cette fraternité des nations, il se la représente par la fraternité des rois. « Les rois se reconnaissent pour frères, parce que chaque

(1) Mercier de la Rivière. — *Ordre naturel*, ch. XXXV, p. 320.

(2) Mercier de la Rivière. — *Ordre naturel*, ch. XXXV, p. 329.

peuple, chaque État, doit se reconnaître pour frère d'un autre peuple, d'un autre État (1). »

Et Mercier de la Rivière songe à l'établissement d'une vaste confédération des États d'Europe. « Une confédération des États d'Europe n'est point une chimère, comme bien des gens l'ont imaginée (2). »

Nous avons surtout indiqué les idées de Mercier de la Rivière, car c'est lui qui a le mieux développé la doctrine politique des Physiocrates. Cependant nous devons noter quelques divergences chez Dupont de Nemours et Turgot.

La meilleure forme de gouvernement était un sujet qui occupait beaucoup Dupont de Nemours ; comme tous les Physiocrates, il repoussait toute constitution purement républicaine ; suivant lui aucune République n'avait existé sans porter atteinte à la liberté des citoyens. Il repoussait le système de Rousseau.

Le seul gouvernement qui parut désirable à Dupont était celui qui se mêlerait le moins des affaires des citoyens : « Les administrateurs font en général comme les médecins, ils font toujours pour le mieux. Il leur arrive souvent aussi, comme

(2) Mercier de la Rivière. — *Ordre naturel*, ch. XXXV, p. 328.

(3) Mercier de la Rivière. — *Ordre naturel*, ch. XXXV, p. 323.

aux médecins, de tomber dans des erreurs funestes ; c'est un des malheurs attachés à leur profession (1).

« Les hommes auxquels est confiée l'administration publique sont surchargés d'affaires ; comment s'en tirer ? Le moyen est bien simple ; c'est de ne jamais décider arbitrairement ; c'est de ne vouloir que ce que la nature des choses prescrit et ce qu'elle ferait toute seule ; c'est de n'ordonner rien que la paix et la conservation des droits de propriété ; c'est de ne défendre rien que le vol et la violence..... Ce qu'il faut, c'est la justice et non pas des faveurs ; la liberté et non de l'argent ; toutes les facultés que le gouvernement peut donner sans nuire ; les chemins, les canaux, les ports, la protection, qui peuvent être payés par l'impôt régulier et habituel... (2).

« Un pays où les droits de l'homme sont bien protégés, où les avances souveraines sont faites richement et avec intelligence, où tous les services sont bien remplis..... jouit d'un bon gouvernement, quelle que soit la forme de son administration. Les économistes pensent seulement que la forme dans laquelle ces avantages seront le plus aisés à

(1) Ephémérides de 1769, tome IV.

(2) Ephémérides de 1769, tome IX.

réunir sera celle où les dépositaires de l'autorité se trouveront dans la communauté d'intérêt la plus manifeste avec le peuple (1) ».

Ces extraits montrent que la théorie politique développée par Dupont était différente de celle du despotisme légal.

Turgot, lui, n'admettait pas l'expression de despotisme légal qui, disait-il, salit les ouvrages des économistes, mais lui aussi désapprouvait les constitutions républicaines et repoussait toutes contre-forces.

Tous les deux finirent par n'admettre en politique d'autre système que l'application pure et simple du « laisser faire, laisser passer ».

(1) Ephémérides de 1771, tome IX.



## APPENDICE

---

### LES PHYSIOCRATES ET LA CHINE

Comme les philosophes politiques de leur époque, les Physiocrates ont leur pays de prédilection, qu'ils citent comme exemple.

Alors que les premiers prennent volontiers l'Angleterre comme modèle, les économistes admirent la Chine.

La Chine était à la mode, l'admiration des Chinois est en effet fréquente au dix-huitième siècle. Ainsi Voltaire la propose comme exemple.

Cependant, tous les philosophes n'étaient pas aussi enthousiasmés; certains émirent des doutes sur la valeur du gouvernement des Chinois. Montesquieu le range parmi les gouvernements despotiques. Grimm nous indique qu'à son époque on

commence à revenir du grand enthousiasme qu'on avait éprouvé.

Les économistes sont unanimes dans leur admiration pour la Chine. Quesnay, à la fin du « Despotisme de la Chine », où il expose l'histoire de la Chine et de ses institutions, écrit un chapitre où il traite de la « comparaison des lois chinoises, avec les principes constitutifs des gouvernements prospères. » Pour eux, ignorer Confucius est un crime aussi grand que celui d'ignorer Platon ou Socrate.

D'où vient donc cette admiration pour la Chine ? A l'époque des Physiocrates, c'était cependant un pays très mal connu. On ne le connaissait que par les récits des missionnaires et des voyageurs, récits d'une authenticité plus que douteuse. Or, tous ces récits représentaient l'empereur du Milieu comme un demi-dieu, les mandarins comme des magistrats ne songant qu'au bien-être de leur administrés et la Chine comme un pays où la population était plus heureuse qu'ailleurs.

Les Physiocrates se laissèrent prendre aux apparences, mais il semble que leur enthousiasme tienne moins aux faits qu'ils connurent qu'à leur doctrine même. Leur admiration pour la Chine leur était imposée par leurs idées maîtresses.

Pour eux, nous le savons, l'agriculture devait être la première préoccupation d'un gouvernement

conscient de ses devoirs et le gouvernement devait respecter les droits naturels des individus.

L'agriculture était très florissante en Chine, les voyageurs parlaient avec étonnement des riches contrées bien cultivées qui donnaient plusieurs moissons par an, et de la population nombreuse et heureuse qui habitait ces contrées. La cause de cet état de chose semblait être le gouvernement, l'empereur favorisait l'agriculture. Le gouvernement de la Chine était donc fondé sur les vrais principes. Il encourageait aussi le commerce, en faisant construire des canaux, entretenir les routes, construire des ponts, les récits des voyageurs en faisaient foi.

Ainsi tout prouvait que ce gouvernement était fondé sur la raison.

De plus les historiens rapportaient que ce gouvernement existait de toute antiquité.

C'était encore là une preuve de son excellence et une preuve pour les Physiocrates qu'il était fondé sur les lois naturelles qui sont éternelles et immuables.

C'était donc le meilleur gouvernement. Certains philosophes prétendaient qu'il était despotique. Les Physiocrates nous montrent que cette idée est fausse. C'est un gouvernement fondé sur l'ordre naturel, et la législation positive n'est que la traduction des lois naturelles; or, le propre du des-

potisme consiste à substituer la volonté d'un seul aux lois de la nature. Les lois s'opposent au despotisme de l'empereur. Enfin s'il oubliait les principes évidents, les mandarins et les lettrés qui en son instruits, l'avertiraient.

Les Physiocrates retrouvaient donc dans la Chine deux traits qui dominant leur doctrine, l'agriculture mise au premier rang et une immuabilité des institutions qui leur paraissait le signe des lois naturelles reconnues et appliquées. Confucius était à leurs yeux le suprême législateur, les lois des empereurs le véritable code des lois naturelles, et le gouvernement de Pékin, le type du meilleur gouvernement.

Il est évident que les Physiocrates ont construit idéalement le gouvernement de la Chine conformément aux principes que nous avons exposé. Ils étaient trop persuadés de l'excellence de leur doctrine pour juger les faits impartialement.

\*  
\* \*

Telle est la doctrine politique des Physiocrates. A cause de l'expression, despotisme personnel et légal, les économistes furent dépeint comme les auteurs du despotisme dans le plus mauvais sens du mot. Cette accusation est fausse. La lecture du

livre de Mercier de la Rivière et les développements qui précèdent la détruisent. Nous avons montré que les économistes distinguaient nettement leur despotisme légal du despotisme arbitraire. Ce n'était pas dans l'intérêt personnel du chef unique et héréditaire de l'Etat qu'ils demandaient l'unité de pouvoir, croyant fermement à l'existence d'un ordre naturel et à l'évidence de cet ordre, ils jugeaient « qu'il était plus facile de persuader un prince qu'une nation » des vérités de l'ordre et ainsi assurer le bien-être, le bonheur du peuple entier.

Malgré leur fanatisme pour l'unité de pouvoir, les Physiocrates étaient libéraux. Nous avons vu que leur doctrine avait une base entièrement libérale. Tous étaient épris de liberté. C'est ainsi que Mercier de la Rivière proclame ces deux vérités : « la première, c'est que de la liberté il ne peut résulter que du bien ; la seconde, que de la diminution de la liberté il ne peut résulter que du mal (1). » Mais la liberté qu'ils envisagent, c'est la liberté civile, le développement des droits individuels. D'abord la propriété individuelle, dont le respect est la base et le pivot de toute la doctrine (2), et ils font rentrer dans la propriété privée, la liberté individuelle, le droit de dis-

(1) Mercier de la Rivière. — *Ordre naturel*, ch. V, p. 34.

(2) Mercier de la Rivière. — *Ordre naturel*, ch. XI, p. 77 et ch. XL, IV, p. 443.

poser librement de sa personne et de ses facultés, et ils en déduisent la liberté des contrats, des professions, des métiers, la liberté du commerce tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Il faut faire deux parts dans la théorie politique des Physiocrates : l'une est d'une parfaite solidité, l'autre est très contestable pour ne pas dire fausse.

Ce qui est nouveau et solide, c'est d'avoir fait de la propriété entendue de la manière la plus large, la base de l'ordre social ; c'est d'avoir établi que la propriété, la liberté et la sûreté sont des droits naturels imprescriptibles de l'homme et par conséquent supérieures aux lois sociales, et en répandant cette idée, les Physiocrates influèrent incontestablement sur l'esprit de la Révolution.

Mais ce qui est contestable, c'est d'avoir remis entre les mains d'un pouvoir absolu le soin de protéger cette propriété, d'où découlent tous les droits individuels ; c'est d'avoir nié tout ce que l'expérience et la science avaient pu apprendre sur les garanties qui devaient être exigées du pouvoir public ; c'est d'avoir demandé que l'on confiât sans réserve la société à une autorité tutélaire, sans d'autre garantie que l'évidence des lois de l'ordre naturel et une prétendue identité des intérêts du monarque et de ceux de ces sujets.

Or, cela est certes, très contestable. Rien en effet

n'est moins évident que les lois sociales, et même en admettant que l'on tombe d'accord sur les principes, il n'en serait pas de même pour les applications, et justement c'est ce qu'il y a de plus important. Enfin, le souverain peut ne pas apercevoir ces lois évidentes qui lui montrent l'identité de ses intérêts avec ceux de ses sujets, et les limites opposées à son absolutisme sont des barrières bien fragiles pour empêcher les dangers que présente la monarchie absolue.

Mais les Physiocrates étaient trop sincèrement persuadés de l'excellence de leur doctrine pour songer à ces dangers..

Ils voulaient avant tout assurer la liberté individuelle, et c'est pour cela qu'ils voulaient accroître le pouvoir du prince. En somme, ils ont vu le but mais ils se sont trompés sur les moyens; leur théorie du despotisme légal est défectueuse: ils ont abusé du procédé déductif, ils n'ont eu aucun souci de l'histoire et des enseignements qu'elle pouvait leur donner. Or, comme leur faisait remarquer Mably, les vérités sociales ne ressemblent pas aux vérités géométriques (1). Ils ont oublié que, pour la science politique, les guides les plus sûrs seront

(1) Mably. — Doutes proposé aux Economistes, lettre X, p. 162.

toujours le bon sens et la raison pratique, l'observation et l'expérience acquise.

Malgré tout, leur théorie a une réelle ampleur et leurs idées ont eu une influence considérable. C'est cette influence que nous allons maintenant étudier.

## TITRE IV.

### L'ACTION PHYSIOCRATIQUE

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — La campagne en faveur de la liberté du commerce. — Hostilité vis-à-vis des institutions féodales. — La Propriété individuelle. — La liberté de conscience. — Liberté de la presse. — Liberté du travail. — Influence des opinions physiocratiques sur les décisions de la constituante. — Déclaration des droits de l'homme.

L'action que les Physiocrates ont exercé sur les transformations de la France a été considérable. « Pour eux, dit Rossi, l'économie politique n'était qu'un chapitre de l'organisation sociale; l'idée qui les préoccupait n'était pas uniquement la richesse, mais la question de leur temps, de leur pays: l'organisation de la société. Tout était subordonné à cette idée, tout y convergeait, tout en émanait; vaste synthèse que l'impatience des réformes suggérait

dans le siècle de l'observation et de l'analyse, à des esprits plus hardis que profonds, aux précurseurs de la grande Révolution. Ce titre appartient aux Physiocrates, bien que leurs théories sociales n'aboutissent pas à la liberté politique ».

La plupart d'entre eux ont envisagé la nécessité d'une révolution, et Mercier de la Rivière disait un jour à Quesnay : « Ce pays ne pourra se régénérer que par une conquête ou une révolution ».

Ils avaient créés pour la défense de leurs idées des publications périodiques auxquelles tous collaboraient : le « Journal de l'Agriculture », les « Éphémérides du Citoyen », la « Gazette du Commerce ». Par ces publications, leurs théories se répandaient et firent de nombreux adeptes. La publication de leurs ouvrages avait un grand retentissement. Leur propagande était considérable non seulement en France, mais aussi à l'étranger. Un prince, le margrave de Bade, était leur disciple. En Allemagne, Joseph II; en Suède, Gustave III; en Toscane, Léopold II; en Pologne, Stanislas II, furent des Physiocrates convaincus. Enfin, Catherine II, l'impératrice de Russie, fit appeler auprès d'elle Mercier de la Rivière « pour introduire et répandre la science de l'ordre naturel dans son vaste empire », nous dit Dupont de Nemours.

En France, leur influence fut considérable, et

malgré le caractère avancé de leurs opinions, les hommes au pouvoir vont les accueillir avec faveur

Défenseurs ardents de la liberté, ils prirent une part active au mouvement libéral qui a marqué la fin du dix-huitième siècle.

Leurs efforts pour faire prévaloir leurs idées ne tardèrent pas à être couronnés de succès.

Déjà en 1754, un arrêt du conseil du roi avait autorisé la libre circulation des grains à l'intérieur du royaume et quelques adoucissements avaient été apportés dans les règlements en vigueur dans le commerce et l'industrie.

En juillet 1763, le gouvernement présenta à l'approbation du Parlement un projet contenant de nombreuses dispositions libérales. La liberté entière était accordée à tous les sujets de faire le commerce des grains dans l'intérieur du royaume, on pouvait établir des magasins sans aucune formalité, et transporter des denrées agricoles d'une province à une autre sans autorisation et sans payer de droits de péage. Ce projet, malgré une vive opposition, fut accepté et enregistré en décembre 1763.

Mais il restait encore beaucoup à faire et l'on voit les économistes redoubler d'efforts pour obtenir de nouvelles libertés.

Trudaine avait été chargé officiellement de rédiger un édit qui devait apporter la liberté de commerce extérieure; il appela auprès de lui Turgot et Dupont de Nemours pour l'aider dans ce travail; la victoire des Physiocrates semblait donc assurée, mais madame de Pompadour vint à mourir, c'était une perte très grave pour les Physiocrates, car elle était pour eux un appui puissant et dévoué; de plus, Bertin, qui leur était favorable, quitta le conseil général et Laverdy, son successeur, semblait être hostile aux idées des économistes.

Cependant, malgré toutes ces circonstances qui semblaient compromettre la campagne menée par les économistes, l'édit tant attendu, parut en juillet 1764, accordant la liberté du commerce des grains à l'extérieur et confirmant la déclaration de 1763 sur le commerce intérieur.

A la suite de ces succès, les partisans du régime réglementaire un moment abattus, ne tardèrent pas à attaquer violemment leurs adversaires, à la suite de cette campagne en 1766. Dupont de Nemours est renvoyé du journal « l'Agriculture », qui cesse d'être l'organe des idées physiocratiques. C'est à cette époque que paraît « l'Origine et les Progrès d'une science nouvelle ». L'abbé Beaudau, qui s'était converti aux idées physiocratiques, met à la disposition des économistes son journal, les « Ephé-

mérides du citoyen »; le journal de « l'Agriculture » était ainsi remplacé.

Cependant, leurs idées sur la liberté du commerce sont vivement attaquées, les faits d'ailleurs semblaient donner raison à leurs adversaires, les récoltes de 1767, 1768, 1769, 1770 furent en effet très mauvaises. Et les parlements protestaient violemment contre l'édit de 1764.

Mais les efforts des économistes n'ont pas été vains, et nous constatons en effet que les critiques ne portent plus que sur la libre exportation à l'étranger; on avait donc fini par comprendre l'importance du libre trafic entre les provinces.

C'est alors que l'abbé Terray arrive au pouvoir, ennemi acharné des Physiocrates, il s'empresse d'interdire la libre exportation à l'étranger.

La cause de la liberté triomphe à nouveau, quand Turgot arrive au pouvoir en 1774. Un grand nombre d'abus vont disparaître.

Tous les édits de Turgot n'ont qu'un but, assurer le règne de l'ordre légal; la liberté du commerce et la liberté du travail eurent en lui un ardent défenseur. Par une série d'édits, la corvée royale est supprimée, une liberté très large est accordée au commerce des grains, les jurandes et les maîtrises sont abolies en principe et ainsi la liberté du travail est proclamée.

Nous devons citer ici le préambule de l'édit sur les corporations où Turgot proclame la nécessité pour les gouvernements d'assurer aux sujets « la jouissance pleine et entière de leurs droits ». On a été, dit-il, jusqu'à avancer « que le droit de travailler était un droit royal, que le prince pouvait vendre et que les sujets devaient acheter ; nous nous hâtons de rejeter une pareille maxime. Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler, la propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes (1) ».

L'arrêté de 1774, accordant la libre circulation des grains, donnait comme fondement à cette liberté, un principe de justice : « puisque le droit de se procurer par son travail, et par l'usage légitime de ses propriétés, les moyens de subsistance préparés par la Providence à tous les hommes, ne peut sans injustice être ôté à personne (2). »

Dans l'édit de 1776, supprimant la corvée, il affirme le respect de la propriété foncière. « Le même esprit de justice qui nous engage à supprimer la corvée et à charger de la construction des

(1) Turgot. — Œuvres, t. II, p. 306.

(2) Turgot. — id. t. II, p. 170.

chemins les propriétaires qui y ont intérêt, nous détermine à statuer sur l'indemnité légitimement due aux propriétaires d'héritages, qui sont privés d'une partie de leur propriété, soit par l'emplacement même des routes, soit par l'extraction des matériaux qui doivent y être employés; si la nécessité du service public les oblige à céder leur propriété, il est juste qu'ils n'en souffrent aucun dommage, et qu'ils reçoivent le prix de la portion de propriété qu'ils sont obligés de céder (1). »

Déjà avant Turgot, Dupont de Nemours avait le premier réclamé cette indemnité en même temps que la suppression de la corvée.

On sait comment ce détestable impôt était établi. Les cultivateurs d'une paroisse traversée par une route étaient obligés de travailler à sa construction, ou à son entretien, en se transportant sur les lieux avec leur charrette et leurs chevaux; ils devaient y travailler pendant toute la durée de la construction et pourvoir pendant ce temps à leur nourriture et à celle de leur bétail.

C'était une cause profonde de trouble dans le budget des paysans et une gêne considérable pour les travaux agricoles et tous ceux qui cherchaient à se dérober à cette charge étaient sévèrement punis.

(1) Turgot. — id. t. II, p. 297.

« C'est l'abomination de la désolation sur les campagnes », disait Mirabeau ; et Dupont de Nemours, déclare que : « La corvée coûte à ceux qui la supportent..... au moins le double de la valeur du travail qui en résulte ». Et « la corvée détournant les cultivateurs de leurs travaux productifs anéantit, avant leur naissance, les productions qui en auraient été le fruit, et cet anéantissement forcé coûte aux cultivateurs, aux propriétaires et à l'Etat, cent fois peut-être la valeur du travail des corvoyeurs (1) ».

Mais Turgot ne tarda pas à succomber sous l'effort de la coalition des intérêts lésés, il dut quitter le pouvoir en 1776. Malgré tout, le mouvement était donné et ses idées devaient prévaloir.

Propriété personnelle, propriété mobilière et propriété foncière, voilà ce que Turgot voulait assurer aux hommes.

Nous savons que la propriété envisagée sous ses trois formes était pour les économistes la base de l'ordre social, la propriété ne devait souffrir aucune entrave ; l'on comprend alors aisément, ce qu'ils pouvaient penser des institutions féodales.

Quesnay, dans ses « Maximes du gouvernement

(1) Cité par Schelle. — Dupont de Nemours et l'Ecole Physiocratique, p. 111.

économique d'un royaume agricole », partant de ce principe que la propriété des biens-fonds doit-être assurée à ceux qui en sont les possesseurs légitimes, s'élève contre les prélèvements de toutes sortes, opérés par les seigneurs sur les récoltes de leurs vassaux. « Il n'y a que la puissance souveraine qui assure la propriété des sujets, qui ait un droit primitif au partage des fruits de la terre, source unique des richesses (1). »

Plus loin c'est contre la taille, les dîmes et les redevances féodales qu'il s'élève ; tout impôt, dit-il, « dégénère en spoliation (2) » lorsqu'il absorbe les revenus de l'agriculture.

Et il proteste pour les laboureurs, contre les « vexations qui leur font abandonner les campagnes et les déterminent à se retirer dans les villes où ils portent les richesses de leurs pères qui étaient employées à la culture (3) ».

Le ton devient plus agressif chez les disciples de Quesnay. C'est Dupont de Nemours qui attaque la chasse et ses privilèges : « les meilleurs gens du monde, dit-il, envoient aux galères ceux qui ne veulent pas être mangés paisiblement par leurs

(1) Quesnay. — Maxime IV.

(2) Quesnay. — Maxime V.

(3) Quesnay. — Maxime XII.

lapins, par leurs cerfs et par leurs sangliers (1) ».

Mirabeau déplore « la mutation presque continue des fiefs et leur translation sur la tête d'hommes nouveaux » surtout. « Quand ce nouveau seigneur est le petit-fils de Jacques un tel surnommé Lafontaine, il a beau dire que monsieur son père s'appelait Monseigneur dans les requêtes, les paysans ont l'oreille maligne et la mémoire bonne, et toujours ils répètent que leur seigneur ne vaut pas mieux qu'eux et que s'il est plus riche, c'est qu'il a su mieux faire sa main (2). » Il en résulte une situation que Mirabeau nous dépeint avec tristesse.

Le Trosne reprend le même thème dans sa « Dissertation sur la féodalité » ; « la féodalité est « très onéreuse, très contraire à la plénitude de la propriété et au bien de la culture (3) », et il n'hésite pas à dire que c'est « un mal social ».

Comment se fait-il que, défenseur du droit de propriété, ils s'attaquent à ce qu'on avait considéré jusqu'à eux comme la propriété des seigneurs. Le Trosne lui-même répond à l'objection : « d'un

(1) Cité par Schelle. — Dupont et Nemours de l'Ecole Physiocratique, p. 108.

(2) Mirabeau. — L'ami des hommes, I, ch. V, t. I, p. 164.

(3) Le Trosne. — Dissertation sur la féodalité : Introduction.

côté se présente le possesseur de l'héritage qui a intérêt d'avoir une propriété libre, pleine et entière ; de l'autre, le seigneur qui réclame un droit sur ce même héritage. De ces deux intérêts lequel paraît le plus favorable ? J'ose croire que c'est celui de la propriété foncière. Elle paraît préférable à une propriété factice qui tend à la diminuer et à la grever (1) ».

L'hostilité pour le régime féodal est donc profondément ancré au cœur des Physiocrates ; ils prirent, par conséquent, une large part, à la préparation du décret qui abolit les privilèges. Ils eurent le mérite et le courage d'ériger en théorie des doléances aussi anciennes que justifiées. Cette guerre au régime féodal est faite au nom du droit de propriété.

Nous avons montré que, pour les Physiocrates, le droit primordial à l'appropriation individuelle illimitée, la richesse et l'inégalité qui s'en suivent, sont autant de nécessités naturelles, bienfaisantes, parce qu'elles sont les conditions d'une production abondante, et que l'accroissement de la richesse générale est le plus sûr moyen d'arriver au bien-être de tous.

A côté d'eux, il y avait les philosophes qui con-

(1) Le Trosne. — Dissertation sur la féodalité, ch. III.

sidéraient la propriété individuelle comme un produit du contrat social, comme une invention humaine, et son extension comme la source principale de tous les maux qui affligent la société. Ces publicistes chargeaient l'État d'en surveiller l'accroissement. Ce sont ces philosophes qui ont eu l'avantage, leurs principes ont triomphé.

Cependant, l'influence des idées des économistes a été telle, que la Révolution a abouti à la consécration de la propriété individuelle.

Pour les Physiocrates, la propriété doit rester individuelle, et l'État doit la maintenir. Or, c'est ce qu'il y a au fond de tous les programmes de la Révolution.

C'est inspirée par les idées physiocratiques que l'Assemblée constituante a aboli la propriété féodale et la propriété de l'Église et des corporations, substituant à ces diverses formes de propriété, la propriété individuelle.

Nous trouvons les Physiocrates au premier rang pour la défense des grands principes, qui sont l'honneur des temps modernes.

Nous pouvons citer les articles de Dupont de Nemours sur l'abolition de l'esclavage, et placer cet auteur parmi les plus anciens et les plus éloquents abolitionnistes.

« Dire qu'il serait licite de faire un homme

esclave pour avoir son travail à meilleur marché, c'est dire qu'il serait licite de l'assassiner sur un grand chemin pour avoir son argent à peu de frais (1) ».

La haine de l'injustice était la véritable passion des économistes, et on les voit indiquer et défendre les nombreuses réformes qui s'imposaient.

Après le respect des personnes, des biens, la liberté de la presse et la liberté de conscience étaient les questions qui leur tenaient le plus au cœur.

En ce qui concerne la liberté de conscience, nous pouvons citer la fameuse lettre de Turgot sur la tolérance, où il proclame qu'aucune religion n'a le droit d'exiger d'autre protection que la liberté. « Aucune religion n'a de droit que sur la soumission des consciences, l'intérêt de chaque homme est isolé par rapport au salut, il n'a dans sa conscience que Dieu pour témoin et pour juge..., l'État, la société, les hommes en corps ne sont rien par rapport au choix d'une religion; ils n'ont pas le droit d'en adopter une arbitrairement (2). »

La liberté de la presse a également trouvé chez

(1) Cité par Schelle. — Dupont de Nemours et l'Ecole Physiocratique, p. 406.

(2) Turgot, — Œuvres, t. II, p. 675.

eux des défenseurs résolus. Ils affirmaient hardiment qu'un gouvernement n'a pas le droit d'intervenir par des mesures préventives pour empêcher un individu d'émettre ses idées.

« Le droit d'écrire, dit le marquis de Mirabeau, est notre propriété acquise par les avances de notre temps et de notre travail pour apprendre à écrire, et si au lieu d'écrire je veux imprimer, c'est-à-dire crayonner plus vite et plus clair, ou si je m'arrange avec un imprimeur, dans tout cela j'use de mon droit résultant de ma propriété, à laquelle on attende en me gênant sur cela (1). »

La liberté du travail était également défendue dans de nombreux articles, où ils montraient les conséquences absurdes de la réglementation.

L'influence des opinions physiocratiques sur les décisions de la constituante, en ce qui concerne les impôts, est manifeste.

L'abolition de la gabelle, celle du droit sur les cuirs et les fers, celle du droit de fabrication et de transport sur les amidons, les huiles et les savons, proposé par Dupont de Nemours le 11 mars 1790, est adoptée presque sans discussion.

En novembre 1790, les douanes intérieures sont abolies.

(1) Mirabeau. — Les Devoirs, V<sup>e</sup> cours.

Le système de l'impôt direct, unique, auquel les économistes tenaient tant, triomphait donc; pour eux, cette forme de contribution était celle qui entraînait le moins de frais de perception et gênait le moins la production.

Enfin, dans un des événements les plus importants de la Révolution, l'influence des Physiocrates est frappante. Nous voulons parler de la Déclaration des Droits de l'homme de 1789. C'est en effet à l'école physiocratique que revient l'honneur d'avoir inspiré la constituante.

Tous ont demandé une déclaration des Droits de l'homme. Cette déclaration devait contenir les vérités éternelles que révèle l'évidence, et cette déclaration serait le fondement de toute législation. Qu'est-ce que la législation positive? se demande Mercier de la Rivière, C'est, dit-il, « l'exposition, le tableau fidèle de tous les devoirs et de tous les droits réciproques que tous les hommes ont naturellement et nécessairement entre eux (1). »

Le Trosne avait songé à la législation que pourrait édicter un monarque éclairé par l'évidence, et la première pièce, dit-il, en sera une déclaration des droits.

(1) Mercier de la Rivière, — *Ordre naturel*, ch. XLIV, p. 446.

« Il donnera à sa nation, pour premières lois, les seules qui soient fondamentales, celles de la justice, qui renferment tous les droits et les devoirs des hommes; il les lui présentera, non comme son ouvrage et sa volonté, qu'il pourrait changer et modifier selon les circonstances, mais comme contenant la volonté de Dieu, l'ordre essentiel et nécessaire (1). »

Dupont de Nemours, qui joua un rôle actif dans la Révolution : il fut en effet choisi comme électeur du baillage de Nemours, par la paroisse de Chevannes, et nommé député du baillage, il en rédigea lui-même le cahier. Son ouvrage contient un projet de déclaration des Droits de l'homme, il voulait qu'on y insérât :

« La liberté pour chacun de faire ce qui ne nuit pas aux autres et comme conséquence :

La liberté du travail ;

La justice égale pour tous ;

Le respect de la propriété privée, même quand il s'agit d'un intérêt public ;

La limitation des impôts à ce qui est nécessaire pour assurer à la fois la défense de l'Etat, les frais de la justice, les dépenses de l'instruction publique, la construction des chemins, ponts, ports et forte-

(1) Le Trosne. — Ordre social, p. 272.

resses, le soulagement des pauvres et le maintien de la dignité du roi ;

Le vote des impôts par des États généraux ;

L'égalité de tous devant l'impôt, en prenant pour assiette la propriété foncière ; la suppression de tout privilège, en ce qui concernait la taille ; la réforme des droits d'ordre, la suppression de la gabelle ;

L'abolition de la milice et le retour au recrutement volontaire ;

La liberté du commerce des grains ;

La rédaction d'un code civil, et la revision des lois criminelles ;

La création d'une école dans chaque paroisse(1). »

Ce projet contient toutes les idées que Dupont voulu faire prévaloir à la constituante. Ainsi ce fut un Physiocrate qui présenta le premier un projet de Déclaration.

Nous avons montré que pour les Physiocrates, tous les droits individuels se résument en un seul : la propriété ; que la propriété et la liberté sont indissolublement liées. En répandant cette idée qui constitue le point saillant de leur doctrine, à savoir : que les lois de la liberté, de la propriété mobilière et foncière sont des lois essentielles, fon-

(1) Cité par Schelle, p. 279 et 280.

damentales de la société, quelles sont supérieures aux lois sociales, ils ont influé sur l'esprit de la Révolution. L'article 2 de la Déclaration des Droits de l'homme, qui établit comme des droits naturels et imprescriptibles de l'homme, la liberté, la propriété et la société, est la reproduction de leur doctrine.

Propriété, liberté, sûreté, telles étaient les revendications des Physiocrates; l'assemblée constituante trouva là l'énumération toute faite des droits qu'elle devait consacrer.

Ainsi tous les principes proclamés en 1789 ont tous été formulés et défendus par les Physiocrates. Ils ont donné la formule d'où devait sortir la Déclaration des Droits de l'homme; celle-ci n'est en effet que l'affirmation de la propriété individuelle de l'individu sur soi-même avec toutes ses conséquences. C'est en un mot la proclamation du droit naturel.

L'action des économistes sur les transformations de la France au dix-huitième siècle fut donc considérable.

Nous devons reconnaître que, si les obstacles qui empêchaient le libre développement de l'industrie, du commerce et de l'agriculture; si les règlements et monopoles de toutes sortes n'avaient pas été dénoncés avec courage par Quesnay et ses

disciples, dès le milieu du dix-huitième siècle, Turgot n'eût jamais tenter les réformes qu'il essaya d'accomplir ; nul doute que ses successeurs et les législateurs de la Révolution eussent échoués dans l'accomplissement de ces réformes.

Certes, les Physiocrates ne furent pas les seuls à poursuivre l'œuvre de rénovation qui a marqué la fin du dix-huitième siècle, mais ils ont le mérite d'être les seuls qui aient eu une conception scientifiques de réformes à effectuer.

*Vu par le président de la thèse :*

CHAVEGRIN.

*Vu, le doyen :*

LYON-CAEN.

*Vu et permis d'imprimer :*

*Le vice-recteur de l'Académie de Paris,*

L. LIARD.



## TABLE DES MATIÈRES

|                                                         |   |
|---------------------------------------------------------|---|
| LE DESPOTISME LÉGAL. — VUES POLITIQUES DES PHYSIOCRATES |   |
| INTRODUCTION. . . . .                                   | 5 |

### CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

|                                         |    |
|-----------------------------------------|----|
| Les théories du droit naturel . . . . . | 10 |
|-----------------------------------------|----|

### TITRE I

#### THÉORIES GÉNÉRALES DES PHYSIOCRATES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — L'ordre naturel. — Ce qu'ils entendent par ordre, loi naturelle, droit naturel. — Comment l'homme parvient à la connaissance du droit naturel. — La liberté, la propriété, l'autorité, termes essentiels de toute organisation sociale. — Inégalité des conditions. — Garantir la liberté, la propriété, unique fin de l'ordre social. — Liberté économique, laisser faire, laisser passer. | 17 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 8  |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE II. — Théorie économique. — L'agriculture seule productive de richesses. — Formation et distribution des richesses. — Produit net, classe stérile. — Corrélation entre la théorie économique et la théorie politique. — La théorie politique n'a pas été faite pour flatter les princes . . . . . | 33 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

## TITRE II

### ORIGINE DE LA THÉORIE DU DESPOTISME LÉGAL

|                                                                                                                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — La paternité du despotisme légal appartient-elle à Quesnay ou à Mercier de la Rivière? — Preuves en faveur de l'un et de l'autre. — Conclusion. . . . . | 39 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

## TITRE III

### THÉORIES POLITIQUES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                       |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — Base libérale. — De l'évidence et du droit d'examen. — Autorité et liberté. — Séparation du pouvoir judiciaire d'avec le pouvoir exécutif et législatif. — Confusion de l'exécutif et du législatif. — Critique de la théorie des contre-forces. . . . . | 47 |
| CHAPITRE II. — La meilleure forme de Gouvernement. — Monarchie absolue et héréditaire. — Les fonctions de l'État. — Despotisme légal mais non arbitraire . . . . .                                                                                                                    | 62 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE III. — § 1 <sup>er</sup> . Limites opposées à l'absolutisme du prince. — Evidence des lois de l'Ordre. — Instruction publique. — Intérêt du prince. — Forme et proportion invariable de l'impôt. — Autorité de la magistrature. — § 2. Administration. — Relations de l'Etat avec les puissances étrangères. | 71 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

#### APPENDICE

|                                       |    |
|---------------------------------------|----|
| Les Physiocrates et la Chine. . . . . | 85 |
| Conclusions . . . . .                 | 88 |

#### TITRE IV

##### L'ACTION PHYSIOCRATIQUE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — La campagne en faveur de la liberté du commerce. — Hostilité vis-à-vis des institutions féodales. — La propriété individuelle. — Liberté de conscience. — Liberté de la presse. — Liberté du travail. — Influence des opinions physiocratiques sur les décisions de la constituante. — Déclaration des Droits de l'Homme . . . . . | 93 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|





